LDCompta pour Windows

Version 11

Description de la procédure d'interface

Révision 2.0 – Juin 2021

Historique des révisions

Révision 1.1

Les modifications apportées en révision 1.1 concernent la possibilité de renseigner des informations de lettrage dans la zone *Commentaire* d'une écriture (Voir Remarque 11 bis au chapitre 2.7 page 43).

Révision 1.2

Les modifications apportées en révision 1.2 concernent les enregistrements B permettant d'importer les bons à payer sur les factures fournisseurs, pour le cas du multi-échéances (Voir Remarque 3 bis au chapitre 2.9 page 53).

Révision 2

Les modifications apportées en révision 2 concernent l'ajout des fonctionnalités suivantes :

- Choix de l'emplacement de la zone *Type d'enregistrement* (auparavant toujours en colonne 1)
- Ajout de valeurs « fixes » dans le fichier de description (y compris sur le type)
- Gestion de tables de correspondance des valeurs pour la plupart des valeurs codifiées (Compte général, Code journal...)
- Fenêtre d'édition du fichier de description.

Table des matières

1 - DESCRIPTION DU PROCESSUS	4
1.1 - Les fonctionnalités	4
1.2 - Mise en œuvre de la procédure d'interface	4
1.3 - Compatibilité avec les versions antérieures (version 2, 8, 9, 10)	5
2 - SPECIFICATIONS DETAILLEES POUR LA PHASE 1	7
2.1 – Les différents formats de fichier acceptés	7
Format TXT (Texte) Format CSV	7 7
Format XLS Format XML	
2.2 - Le fichier de description	11
2.2.1 - Edition du fichier de description <i>(nouveau en V11)</i>2.2.2 - Détail du fichier de description	11 14
2.3 - Description générale commune aux différents formats	18
Types d'enregistrements	
2.4 - Description de l'enregistrement Comptes généraux	
2.5 - Description de l'enregistrement Tables diverses	21
2.6 - Description de l'enregistrement Tiers : clients, fournisseurs et autre auxiliaire	22
2.7 - Description de l'enregistrement Ecritures comptables	35
2.8 - Description de l'enregistrement Règlements clients	46
2.9 - Description de l'enregistrement Bon à payer	52
2.10 - Description de l'enregistrement Documents GED	55
3 - SPECIFICATIONS DETAILLEES POUR LA PHASE 2	57
Lancement de la procédure	57
Définition des paramètres de l'interface	58
Première étape : Contrôle des données en entrée	62
Deuxième étape : Mise à jour en comptabilité	64
Annexe 1 - Exemple de fichier au format TXT	66
Annexe 2 - Exemple de fichier au format CSV	67
Annexe 3 - Exemple de fichier au format XML	68

1 - DESCRIPTION DU PROCESSUS

1.1 - Les fonctionnalités

La procédure d'interface en entrée du progiciel comptable comporte les fonctionnalités suivantes :

- Importation de comptes généraux ;
- Importation de certaines tables nécessaires aux fiches clients et fournisseurs : langues, groupes et familles de clients et fournisseurs, zones libres (1 à 5) des fiches clients et fournisseurs ;
- Importation de fiches clients et fournisseurs ;
- Importation de fiches « autres auxiliaires » ;
- Importation d'écritures de comptabilité générale et/ou analytique (Journal des ventes par exemple), avec support multidevises complet ;
- Importation de règlements clients, qui peuvent être soit des traites émises à l'acceptation, soit des traites remises directement en portefeuille, soit encore des règlements remis en banque directement. Il y a selon le cas possibilité de lettrage automatique avec la ou les factures correspondantes, sur le N° de pièce ou la référence document.
- Importation des bons à payer des factures fournisseurs
- Importation de documents dans la GED
- Cette procédure peut également être utilisée lors d'une reprise de soldes ou d'écritures effectuée pour basculer d'un ancien logiciel comptable vers LDCompta. Pour réaliser une telle reprise, on peut déroger à certaines règles qui s'appliquent habituellement, afin de pouvoir reprendre le maximum d'informations de l'ancien logiciel, même si toutes ces informations ne respectent pas toutes les règles de gestion utilisées par LDCompta. Cela pourra se faire en modifiant certains paramètres de l'interface.

1.2 - Mise en œuvre de la procédure d'interface

L'interface entre une application en amont de la comptabilité et la comptabilité elle-même peut se décomposer en deux phases :

- La phase 1 correspond à la préparation (exportation) des données à passer en comptabilité. Cette phase est à la charge de l'application située en amont de la comptabilité (Gestion commerciale par exemple) ;
- La phase 2 correspond au contrôle et à la validation en comptabilité de ces données.

Les phases 1 et 2 communiquent au travers d'un fichier texte dans lequel toutes les données à intégrer en comptabilité sont inscrites. Chaque type de donnée correspond à un type d'enregistrement ayant une description propre. Les types d'enregistrements sont distingués par le premier caractère de l'enregistrement :

- P Plan comptable (comptes généraux uniquement)
- T Tables diverses : langues, groupes et familles de clients et fournisseurs, zones libres (1 à 5) des fiches clients et fournisseurs
- C Fiche client
- F Fiche fournisseur

- X Fiche « autre auxiliaire »
- E Ecriture de comptabilité générale (y compris ventilation analytique éventuellement)
- A Ecriture de comptabilité analytique (OD analytique ne mouvementant pas la comptabilité générale)
- R Règlement client
- B Bon à payer de facture fournisseur
- G Documents GED

Par défaut, ce fichier se nomme INTCPT. Il est attendu dans le répertoire standard des données de la société (*Unité:\Ldsystem\Fichiers\Soc_XXX*) défini en Comptabilité. Vous pouvez toutefois lui donner un nom différent, ou le placer dans un répertoire différent. Il faudra alors, en phase 2, indiquer le nom et l'emplacement de ce fichier.

La structure attendue pour chaque type d'enregistrement porté dans ce fichier est décrite plus loin.

Remarque importante :

Durant toute la phase 2, c'est à dire les étapes de contrôle et validation du fichier à importer, le fichier texte est alloué en mode exclusif, afin d'éviter toute mise à jour simultanée. En effet, ce fichier est parcouru trois fois successivement durant cette phase 2 (pré-parcours pour constituer un index des N° de pièces comptables, un parcours pour le contrôle proprement dit, puis un dernier parcours pour la validation). Il est primordial que le fichier reste inchangé tout au long de ces trois parcours, sans quoi les contrôles effectués perdraient tout leur sens.

De plus, si la validation a été menée à bien, le fichier texte est renommé pour éviter qu'il ne soit validé une seconde fois par erreur; si des données avaient pu être ajoutées parallèlement à cette phase de validation, elles seraient perdues.

<u>Il est donc impératif que la procédure qui alimente le fichier texte s'assure avant toute</u> <u>chose que le fichier texte n'est pas verrouillé</u> ; si tel est le cas, elle doit informer l'utilisateur qu'un traitement d'interface est déjà en cours, et qu'il doit renouveler sa demande ultérieurement.

1.3 - Compatibilité avec les versions antérieures (version 2, 8, 9, 10)

Si vous avez développé une procédure d'interface pour les versions antérieures (version 2.80, 8.00, 8.50, 9.00 ou 10.00) de LDCompta, vous avez deux possibilités pour pouvoir interfacer en version 11 :

- Soit vous n'apportez aucune modification dans votre procédure d'interface, le fichier texte constitué par celle-ci reste donc identique. Lors du lancement de l'interface dans LDCompta, il faudra référencer le fichier de description correspondant au format produit par votre procédure d'interface :
 - → IntcptV10.fdf Donne la description du fichier texte tel qu'il se présentait en version 10.
 - → IntcptV9.fdf Donne la description du fichier texte tel qu'il se présentait en version 9.
 - → IntcptV8.fdf Donne la description du fichier texte tel qu'il se présentait en version 8 et 8.50.

- → IntcptV2.fdf Donne la description du fichier texte tel qu'il se présentait en version 2.
- → *IntcptV10_CSV.fdf* Donne la description du fichier texte au format *CSV*, valable tant en version 10 qu'en version 11.
- → IntcptV9_CSV.fdf Donne la description du fichier texte au format CSV, tel qu'il se présentait en version 9.00.
- → IntcptV10_XML.fdfDonne la description du fichier texte au format XML, valable pour les versions 9 et 10.
- ⇒ Soit vous adaptez votre procédure d'interface, de façon à gérer les nouveaux formats de la version 11, décrits dans cette documentation. Vous opterez alors pour l'un des fichiers de description de format suivants :
 - → *IntcptV11.fdf* pour le format à colonage fixe
 - → *IntcptV11_CSV.fdf* pour le format CSV
 - → *IntcptV11_XML.fdf* pour le format XML
 - → IntcptV11_XLS.fdf pour le format XLS (nouveau en version 11)

Remarques

- Si votre procédure d'interface a été conçue pour fonctionner avec les formats de la version 10, il n'y a quasiment rien à modifier pour que cela fonctionne en version 11. La seule modification concerne le format à colonage fixe, si vous souhaitez pouvoir interfacer des libellés à plus de 25 caractères. Il vous faudra alors tenir compte de l'allongement de ce champ *LIBE*, passé de 25 à 50 caractères en version 11, cela ayant pour effet de décaler de 25 caractères sur la droite tous les champs qui suivent le champ *LIBE* dans ce format.
- De nouveaux mots-clés se sont ajoutés dans la section FORMAT des fichiers de description de format : DatFmt, NumEnteteLibelle, NbLignesEntete et TXTL (voir § fichier de description).
- Si vous faites le choix d'adapter votre procédure d'interface à la version 11 de LDCompta, il faut considérer attentivement les nouvelles alternatives offertes depuis la version 9 quant au format du fichier attendu en entrée : fichier texte traditionnel (à colonage fixe) comme auparavant, fichier aux formats CSV, XLS, ou encore XML. Reportez-vous au chapitre 2.1 Les différents formats de fichier acceptés pour connaître les avantages et inconvénients de chacun de ces formats.

2 - SPECIFICATIONS DETAILLEES POUR LA PHASE 1

2.1 – Les différents formats de fichier acceptés

Depuis la version 9 de LDCompta, les données à importer peuvent être lues dans différents formats, définis chacun par un fichier de description, livré en standard, qui peut être personnalisé selon le besoin :

Format TXT (Texte)

Fichier de description par défaut : INTCPTV11.FDF

Il s'agit d'un fichier texte classique (format ANSI), avec une ligne par type d'enregistrement (écriture, règlement, fiche client ou fournisseur...). Chaque ligne doit se terminer par le séparateur de ligne classique sous Windows *CR LF* (caractères hexadécimaux *OD OA*).

Chaque ligne est une suite de zones accolées les unes aux autres sans aucun délimiteur de zone. Le premier caractère de chaque ligne identifie le type de ligne (voir liste des types d'enregistrement ci-après).

Les positions, types et longueurs des différentes zones constituant l'enregistrement sont décrits en détail plus loin dans ce document pour chacun des types de ligne possibles.

Format CSV

Fichier de description par défaut : *INTCPTV11_CSV.FDF*

Il s'agit d'un fichier au format texte, avec une ligne par type d'enregistrement (écriture, règlement, fiche client ou fournisseur...). Chaque ligne doit se terminer par le séparateur de ligne classique sous Windows *CR LF* (caractères hexadécimaux *OD OA*).

Au sein de chaque ligne, les zones sont accolées les unes aux autres avec un délimiteur de zones, qui peut être choisi (en principe, il s'agit soit d'un point-virgule, soit d'une tabulation). Là-aussi, le contenu de la première colonne identifie le type de ligne (voir liste des types d'enregistrement ci-après). Et donc, la nature des colonnes qui suivent.

L'intérêt de ce format est double :

- → On n'est plus directement lié à la longueur maximale autorisée pour chaque champ ; c'est le séparateur de colonne qui joue ce rôle, et non la position exacte dans l'enregistrement. Ce format n'est donc pas impacté en cas d'augmentation de la longueur maximale d'un champ ;
- → Ce format est facile à produire ou à relire avec Excel ; il correspond au format dit *texte (séparateur : tabulation)* dans Excel. Un bémol quand même lorsque le fichier contient plusieurs types d'enregistrement : à l'ouverture du fichier, Excel n'arrivera pas à identifier correctement les types de données (caractère ou numérique). Mais dans tous les cas, le fichier sera lisible, avec un colonage correct. On pourra même appliquer un filtre sur la première colonne, pour sélectionner un type d'enregistrement. Cela permet donc de vérifier facilement le contenu d'un fichier à importer, voire même de le corriger.

<u>Attention toutefois</u> : dans la procédure qui prépare les données dans ce format, il faut prendre garde à ne jamais rencontrer, au sein des données « brutes » qui vont être inscrites dans le fichier, le caractère utilisé comme séparateur de colonne. Lorsqu'on choisit le caractère *Tabulation* comme séparateur de colonne, le risque est très limité. Mais si l'on choisit le caractère *Point-virgule*, le risque est grand d'avoir ce caractère présent dans un

champ adresse client par exemple. Il faudra alors remplacer systématiquement ce caractère *Point-virgule* par un *Espace* au moment d'inscrire les données dans le fichier texte.

Dans ce format, les colonnes à utiliser pour chaque champ sont déterminés, par défaut, selon l'ordre des colonnes, mais peuvent également être définies par leur libellé (voir § paramètres généraux du fichier de description).

Format XLS

Fichier de description par défaut : INTCPTV11_XLS.FDF

Il s'agit d'un fichier au format Excel, avec une ligne par type d'enregistrement (écriture, règlement, fiche client ou fournisseur...). Comme les formats précédents, le contenu de la première colonne identifie le type de ligne (voir liste des types d'enregistrement ci-après). Et donc, la nature des colonnes qui suivent.

Les fichiers avec l'extension .xls ou .xlsx sont acceptés (quelle que soit l'extension, toujours indiquer *XLS* dans la zone *TYPE*)

L'avantage de ce format réside bien évidemment dans la facilité de manipulation du fichier à intégrer, notamment lorsqu'il faut ajouter des formules de calcul ou faire des filtres. De plus, comme le format CSV, on n'est plus directement lié à la longueur maximale autorisée pour chaque champ. Ce format n'est donc pas impacté en cas d'augmentation de la longueur maximale d'un champ.

<u>Attention toutefois</u> : dans certains cas, les valeurs lues par le programme ne sont pas toujours celles affichées par Excel. C'est notamment le cas lorsque les cellules contiennent des formules, car la lecture du fichier ne recalcule pas la formule. La valeur retournée peut donc être la dernière valeur enregistrée, et non celle recalculée, contrairement à l'affichage dans Excel. De plus, le format des cellules peut également faire varier la valeur (par exemple une date, affichée sous le format *JJ/MM/AAAA* peut dans certains cas être lue sous ce format, sous le format *AAAAMMJJ*, voire même sous forme d'un entier).

Dans ce format, les colonnes à utiliser pour chaque champ sont déterminées, par défaut, selon l'ordre des colonnes, mais peuvent également être définies par leur libellé (voir § *paramètres généraux du fichier de description*).

Enfin, le traitement des fichiers Excel est plus coûteux en termes de temps de traitement. Pour une reprise de données portant sur un volume important (plus dizaines ou centaines de milliers de lignes), il est préférable de convertir le fichier Excel en format texte avec tabulation par exemple.

Format XML

Fichier de description par défaut : INTCPTV11_XML.FDF

Il s'agit d'un fichier respectant la syntaxe générale XML. Dans ce format, les « lignes » n'ont pas de signification particulière. Ce sont les « balises » qui importent. On peut donc indifféremment placer une balise par ligne, plusieurs balises sur une même ligne, ou avoir une balise qui couvre plusieurs lignes.

La structure du fichier XML attendue comporte 3 niveaux :

- <u>Premier niveau</u> : une balise « générale » englobant la totalité du contenu du fichier
- <u>Deuxième niveau</u>: on trouve les balises correspondant aux différents types d'enregistrement : Ecriture, Fiche client, Fiche fournisseur ...
- <u>Troisième niveau</u> : on trouve les balises correspondant aux différentes valeurs de chaque zone possible, ces zones étant fonction de chaque type d'enregistrement.

<u>Remarque</u> : pour que le fichier soit facilement lisible dans un navigateur tel que Internet Explorer, il est conseillé d'ajouter, au tout début du fichier et en amont de la balise de premier niveau, la ligne suivante :

<?xml version="1.0" encoding="ISO-8859-1" standalone="yes" ?>

Toutes les balises ont un code (un nom) qui peut être défini à votre guise. Un nom est proposé par défaut pour chaque type d'enregistrement. Pour ce qui est des différentes zones de chaque enregistrement, le nom de la balise associée est par défaut le nom de zone figurant dans ce document, dans chaque descriptif d'enregistrement.

Comme dans le cas des formats CSV ou XLS, on n'est plus lié par la longueur maximale autorisée pour chaque champ. Ce format n'est donc pas impacté en cas d'augmentation de la longueur maximale d'un champ. De plus, il est très facile d'ajouter ou de retirer des balises dans la description du format, sans que cela ne perturbe les programmes d'interface (tant qu'il s'agit de balises facultatives). C'est donc le format le plus souple vis-à-vis des évolutions futures. Enfin, un fichier dans ce format peut être consulté par n'importe quel navigateur Internet. En revanche, la modification d'un fichier dans ce format est un peu plus délicate : soit on travaille avec un simple éditeur de texte, et il faut être très prudent vis à vis de la syntaxe XML, soit il faut disposer d'un éditeur de fichier XML (il en existe de nombreux sur le marché du logiciel libre).

<u>Attention toutefois</u> : dans la procédure qui prépare les données dans ce format, il faut gérer correctement l'encodage au format XML. Il faut par exemple remplacer systématiquement tout caractère **< > & '** " par leur équivalent **&It; > & ' "**.

Dans ce format, il n'y a plus aucune limitation dans l'ordre des « colonnes » : chaque valeur est parfaitement identifiable de par le nom de la balise au sein de laquelle elle est inscrite. Le nom des balises correspondant aux différentes colonnes est défini dans le fichier de description (voir § *paramètres généraux du fichier de description*).

Rappelons également que dans un fichier XML, les balises qui sont définies comme étant « facultatives » et pour lesquelles on n'a pas de valeur à faire figurer peuvent tout simplement être omises. Ainsi, les données non gérées par l'application en amont de LDCompta, et non obligatoires pour LDCompta peuvent être ignorées.

<u>Autre remarque importante</u> : dans la phase de préparation du fichier à importer dans LDCompta, il faut être très rigoureux quant aux noms des balises utilisées pour chacune des zones. Ces noms de balises doivent soit correspondre aux noms des zones tels que portés dans les descriptions de chaque enregistrement ci-après, soit être en phase avec ce que vous avez indiqué dans le fichier de définition, si vous avez choisi de renommer tout ou

partie de ces balises au sein de ce fichier. Le principe de traitement d'un fichier XML est de <u>ne traiter que ce qui est reconnu</u>, et d'ignorer les balises « superflues ». Si vous vous êtes trompés sur le nom de la balise, la donnée inscrite dans cette balise sera donc ignorée. Et si cette balise correspond à une zone facultative, aucune erreur ne sera signalée dans la procédure d'interface !

Conseils

Si vous avez déjà une procédure d'interface conçue pour la version 8.50, 9.00, ou 10.00, au format TXT de LDCompta, il est clair que le plus rapide est de l'adapter en version 11, en restant en format TXT. Mais il serait intéressant d'évaluer le travail supplémentaire permettant de basculer vers un format CSV ou XLS. Bien souvent, ce supplément est peu important, et on se libère ainsi des contraintes de positionnement exact des zones dans chaque type d'enregistrement, positionnement qui est à revoir à chaque version de LDCompta.

Enfin, si vous êtes déjà familier avec le format XML, c'est probablement le meilleur choix à terme, pour des procédures d'interface régulières (interfaces ventes, achats, écritures de paye...). Ce format nous libère non seulement du positionnement des données, mais aussi de l'ordre des données au sein de chaque enregistrement. La compatibilité avec les versions futures de LDCompta en sera donc facilitée.

Attention toutefois aux problèmes de performance s'il y a de gros volumes de données à traiter, comme c'est le cas lors d'une reprise de données comptables issues d'un autre logiciel. La lecture et l'analyse du contenu des documents XLS ou XML est assez gourmande en temps processeur ! Il faut donc des machines puissantes.

2.2 - Le fichier de description

Le fichier de description vous permet éventuellement de spécifier vous-même l'emplacement des valeurs à interfacer, ainsi qu'un certain nombre de paramètres généraux.

2.2.1 - Edition du fichier de description (nouveau en V11)

Depuis la fenêtre de lancement de l'interface, lorsqu'on clique sur *Editer Fichier* alors que le curseur est positionné dans la zone *Fichier de description*, la fiche de saisie du fichier de description est affichée.

Cette fenêtre permet de mettre à jour directement tous les paramètres décrits ci-après, et de les enregistrer dans le fichier de description *.fdf*.

🍪 Création d'un fichier de description				- 🗆 ×
FORMAT DU FICHIER DE DESCRIPTION				
⊙ <u>txt</u> ⊂csv ⊂xls ⊂xm	L			
Type d'enregistrements *Multiple (zone TYF	E lue dans le fichier) 🔻	Le fichier contie	nt des lignes d'entête : Nombre	de lignes 0 🗢
Position de la zone TYPE] Nom de zone dans l'entête, à l	a ligne n° 0单
Séparateur de colonnes Séparateur de n O Point virgule - ";" • Espace - " " • Tabulation - "TAB" O Point - ";" • Autre : • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	nilliers Séparateur Point - Virgule Point ou	décimal Format ." ⊙ AAA. - "," ○ JJ/M virgule - "," ○ Autro	de date Taille de AMMJJ 0 5 M/AAAA 0 5x25 e : [aamMJJ;JJMMA]	e la zone TXTL 12
Vous pouvez indiquer ci-dessous le chemin d'une tabi Pour saisir un chemin relatif au fichier à interfacer, u Table de correspondance DETAIL DES ZONES	e de correspondance (factultat illisez le mot clé <repfic>, Par</repfic>	f). Il doit s'agir d'un fichier Excel exemple : <repfic>\TableCorre</repfic>	(cf. documentation interfaces intCj spondance.xlsx	otWxx.pdf).
Tiers Ecritures Règlemen	ts Plan comptable	Tables Documents GED	Bon à payer	
Zone	Taille 🔎	Position début	P Position fin	< م
✓ NOCL - N° de tiers	8	2	9	
✓ NMCM - Nom Abrégé	20	10	29	-
LIBI - LIDelle Interne	40	30	69	
PSSO - Paicon sociale	4	70	/3	
CAD1 - Adresse ligne 1	40	114	113	
✓ CADR - Adresse ligne 1	40	154	193	
NVOI - Adresse ligne 3	40	194	233	
				*
Calculer les positions		Format de la zone de ty	pe date AAAAMMJJ;JJ/MM/AAAA	Ŋ
Fichier exemple				ÞS
Duvrir BAZ			. /	

Format du fichier : Type de format du fichier à intégrer (TXT, CSV, XLS, ou XML)

Type d'enregistrement (TXT CSV XLS XML) : Par défaut, le type de l'enregistrement est multiple. Il est défini par la zone *TYPE* dans l'enregistrement lui-même. Si le fichier à interfacer ne contient qu'un seul type d'enregistrement, il est possible de forcer ce type unique (dans ce cas, la zone TYPE n'est plus nécessaire dans l'enregisrement).

Position/Libellé de la zone TYPE (TXT CSV XLS XML) : Pour les fichiers sans type d'enregistrement unique, il faut préciser la position (ou le libellé, si *Nom de zone dans l'entête* est coché) de la zone *TYPE* permettant de définir le type d'enregistrement (cf liste des types d'enregistrements §2.3).

Table des balises (TXT CSV XLS XML) : Dans le cas d'un fichier XML, le type et sa position ou libellé sont remplacés par un bouton qui permet de définir le nom des balises XML selon le type d'enregistrement.

Le fichier contient des lignes d'entête (TXT CSV XLS XML) : Si coché, les n premières lignes du fichier d'interface seront ignorées.

Nom de zone dans l'entête (TXT CSV XLS XML) : Si coché, les zones ne seront pas déterminées par leur numéro de colonne, mais par le libellé d'entête de colonne inscrit dans la ligne définie.

Séparateur de colonnes (TXT CSV XLS XML) : Définition du séparateur de colonne (un *point-virgule*, une *tabulation*, ou autre chose).

Séparateur de milliers (TXT CSV XLS XML) : Définition du séparateur de millier (*point* ou *virgule*).

Séparateur décimal (TXT CSV XLS XML) : Séparateur décimal (*point, virgule*, ou les deux). Avec la dernière option (les 2), cela permet de traiter des fichiers utilisant l'un ou l'autre de ces séparateurs sans avoir à changer la valeur de ce séparateur dans le fichier .fdf.

Format de date (TXT CSV XLS XML) : Format des dates (AAAAMMJJ, JJ/MM/AAAA, ou d'autres formats). Si les dates sont dans un autre format, il faut préciser lequel. On peut indiquer plusieurs formats de dates, en séparant les différents formats par un point-virgule. Exemple : JJ/MM/AAAA; JJ/MM/AA

Le format spécifié doit inclure impérativement les chaines *JJ, MM, AA* ou *AAAA* désignant respectivement le jour, le mois et l'année sur 2 ou 4 chiffres. Tous les autres caractères inclus dans le format sont ignorés. Les données Jour, Mois et Année sont extraites de la valeur lue dans le fichier d'interface, en éliminant les éventuels espaces de gauche et de droite et en se basant sur les mêmes positions que celles fournies dans le format de date, puis concaténées de façon à fournir une date valide au sens Windev, c'est-à-dire au format *AAAAMMJJ*. Lorsque l'année est extraite avec 2 chiffres seulement, elle est complétée à gauche par 19 si l'année est supérieure ou égale à 80, par 20 sinon.

<u>Précision concernant les fichiers d'interface au format Excel</u> : si une colonne a été définie avec un format *Date*, elle est automatiquement lue et convertie par Windev en format *AAAAMMJJ*, même si dans Excel, elle apparait au format *JJ/MM/AAAA*. Il n'est donc pas nécessaire de préciser dans ce cas que les dates sont au format *JJ/MM/AAAA*. En revanche, si la colonne est en format *Texte* et que les dates apparaissent au format *JJ/MM/AAAA*, il faudra indiquer *JJ/MM/AAAA* dans le format de date.

Pour ce qui est des fichiers CSV, le format de date doit préciser si nécessaire le format observé dans le fichier CSV ouvert avec NotePad, quelle que soit la façon dont ces dates apparaissent dans Excel lorsqu'on ouvre le fichier CSV avec Excel.

Taille de la zone TXTL (TXT CSV XLS XML) : Indique le mode de traitement de la zone *TXTL* de l'enregistrement de type *E-Ecriture*. Dans le cas de l'option *5x25*, la zone *TXTL* sera reprise en tant que commentaire écriture selon le même procédé que ce qui était fait antérieurement à la version 11 : seuls les 125 premiers caractères sont exploités ; ils sont découpés en 5 parties de 25 caractères ; on efface ensuite les espaces non significatifs en début et fin de chaque partie ; puis chaque partie contenant au moins un caractère est reprise sur une ligne distincte du commentaire écriture. Sinon, ce mot-clé *TXTL* définit la longueur

maximale exploitée en tant que commentaire écriture, cette longueur étant par défaut égale à 512.

Table de correspondance (Facultatif) : Nom et emplacement du fichier de correspondance. Le fichier défini doit être au format Excel (*.xls* ou *.xlsx*). Si le chemin commence par le mot clé *<RepFic>*, le chemin du fichier de correspondance sera reconstitué lors de l'interface en remplaçant ce mot clé par le répertoire contenant le fichier à interfacer (le chemin défini ici sera relatif par rapport au répertoire du fichier à interfacer).

Dans ce fichier de correspondance au format Excel, on devra trouver une feuille pour chaque zone à convertir. Le nom de la feuille devra correspondre au nom de la zone (*CPTG*, *JNAL*, *MOPM*...). Les valeurs à convertir seront lues à partir de la 2^{ème} ligne (la 1^{ère} ligne est réservée aux en-têtes de colonne et n'est pas exploité), à partir de la 1^{ère} colonne (colonne A), et tant que la valeur dans cette colonne est renseignée (ne pas laisser de ligne vide). La valeur retournée sera celle inscrite sur la ligne de la valeur recherchée, en 2^{ème} colonne (colonne B). Les colonnes suivantes sont ignorées.

Détail des zones : Définition de la position de la valeur à interfacer, selon le type d'enregistrement, et zone par zone :

Coche : Si décoché, la zone est ignorée (n'est pas lue).

Zone (non modifiable) : Code et libellé de la zone

Taille (non modifiable) : Taille maximale de la zone pour information

Position début/Position fin (TXT CSV XLS XML) : Emplacement de la zone dans la ligne

N° de colonne (TXT CSV XLS XML, si Nom de zone dans l'entête est décoché) : N° de la colonne contenant la valeur.

Entête de colonne (TXT CSV XLS XML, si *Nom de zone dans l'entête* est coché) : Libellé de l'entête de la colonne (dans la ligne définie) contenant la valeur.

Valeur fixe : Si une valeur est définie ici, le programme ignore les autres paramètres de la zone (positions ou nom), et utilise la valeur telle qu'elle est saisie ici comme si elle avait été lue dans le fichier à interfacer. Cela permet de forcer une valeur pour les zones qui sont manquantes dans le fichier à interfacer.

Fichier exemple : S'il est défini et valide (par défaut, il reprend le fichier à interfacer affiché dans la fenêtre d'interface), un aperçu (les 2 ou 3 premières lignes) du fichier est affiché, en tenant compte des paramètres de format (mais pas des tables de correspondance).

2.2.2 - Détail du fichier de description

<u>Remarque</u> : Si vous avez mis à jour le fichier de description avec la fenêtre d'édition du fichier de description (§ 2.2.1), ce chapitre 2.2.2 peut être ignoré. Il ne fait que reprendre les mêmes informations que le chapitre précédent pour le cas où on veut intervenir sur le fichier .fdf avec un éditeur de fichier texte (bloc-notes).

Pour ouvrir le fichier de description dans un éditeur de texte, il suffit, tout en tenant la touche *Ctrl* enfoncée, de cliquer sur *Editer Fichier* alors que le curseur est positionné dans la zone *Fichier de description*.

Le fichier est structuré par des sections (entre crochets []). Une première section [FORMAT] contient les paramètres généraux, puis les sections suivantes correspondent à la définition des zones de chaque type d'enregistrement. Les commentaires (textes précédés de //) sont ignorés.

Entête du fichier (section FORMAT)

Dans la section [FORMAT], les paramètres sont définis sous la forme <Mot-clé>=<Valeur>. Les mots-clés possibles sont (entre parenthèses, les formats pour lesquels le mot clé est utilisé) :

- → Type : Type de format du fichier à intégrer (« TXT », « CSV », « XLS », ou « XML »)
- → DecSep (TXT CSV XLS XML) : Séparateur décimal («,» ou «.», pour virgule ou point).
 <u>Nouveau en V11</u> : il est possible de spécifier plusieurs séparateurs décimaux, par exemple le point et la virgule, de façon à traiter des fichiers utilisant l'un ou l'autre de ces séparateurs sans avoir à changer la valeur de ce séparateur dans le fichier .fdf.
 Antérieurement à la version 11, le séparateur décimal attendu par défaut était le point. A partir de la version 11, les deux séparateurs Point et Virgule sont acceptés indifféremment.
- → MilSep (TXT CSV XLS XML) : Séparateur de milliers (« » ou «.», pour espace ou point). Par défaut, le séparateur de milliers est l'espace (facultatif).
 Attention : si le séparateur de milliers est le point, veillez à ce que le séparateur décimal soit la virgule.
- → ColSep (TXT CSV XLS XML) : Séparateur de colonne. Par défaut, le séparateur est la tabulation (indiquer «TAB» dans ce cas, sinon inscrire le caractère qui fait office de séparateur). Généralement les fichiers CSV peuvent également être séparé par des «;», mais il n'y a pas de liste de séparateurs définie.
- → DatFmt (nouveau en V11) : Format des dates. Par défaut, toutes les dates sont attendues au format AAAAMMJJ. Si les dates sont dans un autre format, il faut préciser lequel via ce mot-clé. On peut indiquer plusieurs formats de dates, en séparant les différents formats par un point-virgule.

Exemple : DatFmt=JJ/MM/AAAA;JJ/MM/AA

Le format spécifié doit inclure impérativement les chaines *JJ, MM, AA* ou *AAAA* désignant respectivement le jour, le mois et l'année sur 2 ou 4 chiffres. Tous les autres caractères inclus dans le format sont ignorés. Les données *Jour, Mois* et *Année* sont extraites de la valeur lue dans le fichier d'interface, en éliminant les éventuels espaces de gauche et de droite et en se basant sur les mêmes positions que celles fournies dans le format de date, puis concaténées de façon à fournir une date valide au sens Windev, c'est-à-dire au format *AAAAMMJJ*. Lorsque l'année est extraite avec 2 chiffres seulement, elle est complétée à gauche par *19* si l'année est supérieure ou égale à *80*, par *20* sinon.

<u>Précision concernant les fichiers d'interface au format Excel</u> : si une colonne a été définie avec un format *Date*, elle est automatiquement lue et convertie par Windev en format

AAAAMMJJ, même si dans Excel, elle apparait au format JJ/MM/AAAA. Il n'est donc pas nécessaire de préciser dans ce cas, via le mot-clé *DatFmt*, que les dates sont au format JJ/MM/AAAA. En revanche, si la colonne est en format *Texte* et que les dates apparaissent au format JJ/MM/AAAA, il faudra indiquer *DatFmt=JJ/MM/AAAA* dans le fichier .fdf.

Pour ce qui est des fichiers CSV, le mot-clé *DatFmt* doit préciser si nécessaire le format de date correspondant à celui observé dans le fichier CSV ouvert avec NotePad, quelle que soit la façon dont ces dates apparaissent dans Excel lorsqu'on ouvre le fichier CSV avec Excel.

- → NbLignesEntete (nouveau en V11) (TXT CSV XLS XML) : Si le fichier contient au moins une ou plusieurs lignes d'entêtes, permet d'indiquer le nombre de lignes à ignorer au début du fichier.
- → NumEnteteLibelle (nouveau en V11) (TXT CSV XLS XML): Si renseigné (compris entre 1 et la valeur définie dans le mot-clé NbLignesEntete), permet d'indiquer, dans le cas d'un fichier de type CSV ou XLS, sur quelle ligne d'entête doit être cherché le nom de la rubrique ou zone de l'enregistrement. Dans ce cas, la position de la colonne, définie dans la section propre à chaque type d'enregistrement, est ignorée. A l'inverse, si non renseigné, c'est le N° de colonne défini dans la section propre à chaque type d'enregistrement et pour chaque rubrique qui est utilisé pour mettre en correspondance les colonnes du fichier CSV-XLS et les rubriques composant chaque type d'enregistrement.
- → TXTL (nouveau en V11) (TXT CSV XLS XML): pour indiquer le mode de traitement de la zone TXTL de l'enregistrement de type E-Ecriture. Si ce mot-clé n'est pas présent, ou si la valeur indiquée pour celui-ci est 5x25, la zone TXTL sera reprise en tant que commentaire écriture selon le même procédé que ce qui était fait antérieurement à la version 11 : seuls les 125 premiers caractères sont exploités ; ils sont découpés en 5 parties de 25 caractères ; on efface ensuite les espaces non significatifs en début et fin de chaque partie ; puis chaque partie contenant au moins un caractère est reprise sur une ligne distincte du commentaire écriture. Sinon, ce mot-clé TXTL définit la longueur maximale exploitée en tant que commentaire écriture, cette longueur étant par défaut égale à 512.
- → BALISE_ENREG_* (TXT CSV XLS XML): Nom de la balise XML dans laquelle se trouve l'enregistrement et qui en détermine le type. Le * étant à remplacer par la lettre correspondant au type d'enregistrement. La correspondance définie par défaut est la suivante :
 - P COMPTEGENERAL
 - T TABLE
 - C CLIENT
 - F FOURNISSEUR
 - X AUTREAUXILIAIRE
 - E ECRITURE
 - A ECRITANA
 - R REGLEMENT
 - B BONAPAYER
 - G DOCUMENTGED

Définition des zones

Les autres sections correspondent aux différents types d'enregistrements, pour définir les rubriques (ou zones) qui les composent. Les noms des sections sont définis dans chacune des

descriptions des types d'enregistrements. Selon le format du fichier, le format de définition des zones diffère :

- → Pour un fichier au format TXT, la zone est définie sous la forme
 - <Zone>TAB<Position début>TAB<Position fin>[TAB<Valeur fixe>]
- → Pour un fichier au format CSV ou XLS, la zone est définie sous la forme
 - <Zone>TAB<N° de colonne>[TAB<Entête de colonne>[TAB<Valeur fixe>]]

Si l'entête de colonne n'est pas défini, et que la colonne est recherchée par son entête (voir paramètre *NumEnteteLibelle* plus haut), c'est le nom de la zone elle-même qui sera cherchée. Pour une colonne n'ayant pas de libellé par exemple, il est également possible de définir, à la place du libellé, la référence de la colonne sous la forme <C>, où C correspond à la lettre identifiant la colonne sous Excel, placée entre les caractères < >.

→ Pour un fichier au format XML, la zone est définie sous la forme

<Zone>TAB<Nom de la balise>[TAB<Vide>TAB<Valeur fixe>]

Dans ce format, la définition des zones est facultative. Si elle n'est pas définie, c'est le nom de la zone elle-même qui sera utilisé comme nom de balise.

Valeur fixe : Quel que soit le type de fichier, chaque zone peut être définie avec une valeur fixe (ou valeur « en dur ») en 4^{ème} position. Si la valeur est définie, le programme ignore les autres paramètres de la zone (positions ou nom), et utilise la valeur telle qu'elle est saisie dans le fichier de description comme si elle avait été lue dans le fichier à interfacer. Cela permet de forcer une valeur pour les zones qui sont manquantes dans le fichier à interfacer.

Format des zones

- Zone texte (T) :Suite de caractères, lettres ou chiffres, en majuscule ou minuscule.
Sauf indication contraire, aucun contrôle particulier n'est effectué
sur ce type de zone. Dans la mesure du possible, il est préférable
que ces zones soient calées à gauche.
- Zone codifiée (C) :Il s'agit d'une suite de caractères qui va être contrôlée par rapport à
une table du progiciel comptable, ou qui ne peut prendre qu'une
série limitative de valeurs, les valeurs possibles étant alors définies
suite au descriptif du type d'enregistrement.
Exemple : N° de compte, Code débit-crédit

Toutes les zones codifiées doivent être renseignées en majuscule.

Zone Date (D) :Doit être dans un des formats précisés par le mot-clé DatFmt décrit
plus haut. A défaut, si le mot-clé DatFmt n'est pas présent dans le
fichier .fdf, les dates sont attendues au format AAAAMMJJ
Une date non renseignée peut soit être laissée à blanc, soit à
00000000. En format CSV, XLS ou XML, les dates non
renseignées peuvent être « vides » ; il n'est pas nécessaire de
porter 8 espaces.

Zone Heure (H) : Toujours sous la forme HHMMSS

Une heure non renseignée peut soit être laissée à blanc, soit à 000000, soit vide en format CSV ou XML.

Zone numérique (N) : Les espaces de gauche et de droite sont ignorés.

Le signe, s'il y en a un, peut être placé avant ou après le nombre.

Si la zone comporte une partie décimale, le séparateur décimal est obligatoire.

Exemples de formats valides :

123.45 +123.45 -123.45 123.45--000123.45

La place occupée dans le format texte pour une zone numérique est égale au nombre de chiffres significatifs, plus une position pour le signe (qui peut être laissé à blanc pour une zone positive), plus une position pour le séparateur décimal si la zone comporte des décimales.

Exemples : Zone en 13,2 Place occupée : 15 positions Zone en 7,0 Place occupée : 8 positions Remarque : *13,2* se lit *13 chiffres dont 2 décimales*

Ordre des différents enregistrements

Afin de réaliser les différents contrôles d'unicité des N° de pièce, et pour régler tous les problèmes d'équilibrage de pièce liés à la gestion multidevise, le fichier texte est traité en plusieurs passes, en s'aidant d'un index constitué lors de la première passe. L'ordre physique des différents enregistrements placés dans le fichier texte n'a donc guère d'importance. L'ordre de traitement sera toujours le suivant :

- Toutes les fiches Plan comptable et les fiches Tables diverses (enregistrements de type P ou T), dans l'ordre où elles ont été placées dans le fichier texte
- Toutes les fiches clients, fournisseurs et « autres auxiliaires » (enregistrements de type C, F ou X), dans l'ordre où elles ont été placées dans le fichier texte (cet ordre peut maintenant avoir une importance, un fournisseur pouvant en référencer un autre au travers de la notion de fournisseur à payer)
- 3) Toutes les écritures de comptabilité générale et analytique (enregistrements de type E ou A), triées par code journal, code devise, date comptable, N° de pièce, N° écriture et N° de séquence (zones JNAL, CODV, DATE, NPIE, NECR, NSEQ). Pour optimiser les temps de traitement, il est préférable que l'ordre physique des enregistrements corresponde, dans la mesure du possible, à l'ordre de traitement. Nous vous conseillons donc de générer le fichier texte journal par journal, puis pièce par pièce, puis au sein de chaque pièce, d'attribuer un N° d'écriture croissant.
- 4) Tous les règlements clients (enregistrements de type **R**), dans l'ordre où ils ont été placés dans le fichier texte.
- 5) Tous les bons à payer de factures fournisseurs (enregistrements de type **B**), dans l'ordre où ils ont été placés dans le fichier texte.

6) Les documents GED (enregistrements de type **G**), dans l'ordre où ils ont été placés dans le fichier texte.

2.3 - Description générale commune aux différents formats

Types d'enregistrements

- P Plan comptable (comptes généraux uniquement)
- T Tables diverses : langues, groupes et familles de clients et fournisseurs, zones libres (1 à 5) des fiches clients et fournisseurs
- C Fiche client
- F Fiche fournisseur
- X Fiche « autre auxiliaire »
- E Ecriture de comptabilité générale (y compris ventilation analytique éventuellement)
- A Ecriture de comptabilité analytique (OD analytique ne mouvementant pas la comptabilité générale)
- R Règlement client
- B Bon à payer de facture fournisseur
- G Document GED

En format TXT, le type d'enregistrement est défini par défaut en colonne 1 de chaque enregistrement.

En format CSV ou XLS, le type d'enregistrement est défini par défaut dans la première colonne de chaque enregistrement.

En format XML, le type d'enregistrement est défini par défaut par le nom de la balise de second niveau. Les noms des balises correspondant à chaque type sont définis dans le fichier de description (voir paragraphe précédent). <u>Nota</u> : le nom de la balise de niveau 1 (celle qui englobe la totalité de données) est indifférent. Vous pouvez utiliser le nom que vous souhaitez ; il pourrait être intéressant d'utiliser un nom qui soit significatif de la provenance des données.

Description des différents enregistrements :

La description qui est fournie ci-après, pour chaque type d'enregistrement, comprend les éléments suivants :

- Nom de la zone Ces noms de zone sont ceux qu'il faut indiquer dans les fichiers de description de format, dans le cas où vous souhaitez intervenir sur ces descriptions. Dans le cas d'une interface au format XML, ce nom de zone correspond aussi au code de la balise XML associée à cette zone si elle n'a pas été définie dans le fichier de description.
- Positions début et fin Ces deux valeurs ne sont utiles que dans le cas d'une interface au format TXT. Les valeurs présentées dans cette documentation correspondent aux valeurs par défaut inscrites dans le fichier de définition livré en standard. Vous pouvez toutefois modifier le contenu de ce fichier à votre guise, si le fichier texte que vous

présentez en entrée de LDCompta ne correspond pas exactement à la description par défaut.

- Type et longueur de la zone La longueur définie ici est la longueur maximale admise par LDCompta. Dans le cas d'une interface au format TXT, la longueur est définie en premier chef par les positions Début et Fin; la longueur spécifiée ici ne joue donc pas directement. Dans tous les cas (TXT, CSV, XLS ou XML), les données ayant une longueur supérieure à celle définie ici seront perdues.
- **Description** Libellé descriptif de la zone

2.4 - Description de l'enregistrement Comptes généraux

Ce format doit être utilisé pour créer ou modifier des comptes généraux dans le plan comptable. Chaque ligne portée dans le fichier texte permet de créer ou modifier un compte général en comptabilité. La plupart des zones d'une ligne de type Plan comptable, en dehors du N° de compte et du libellé, sont facultatives. Deux cas de figure sont possibles :

- S'il n'existe pas encore de compte portant le N° indiqué dans le fichier, le compte est créé. Les zones de la fiche qui n'ont pas été renseignées dans le fichier texte seront soit laissées non renseignées en comptabilité, soit initialisées avec une valeur par défaut (voir règle d'initialisation propre à chaque zone plus loin);
- S'il existe déjà un compte portant le N° indiqué dans le fichier, le compte est modifié. Toutes les zones <u>renseignées</u> dans le fichier texte viennent remplacer celles connues en comptabilité. Les zones de la fiche qui n'ont pas été renseignées dans le fichier texte conservent leur valeur ; elles ne sont pas effacées.

Description de l'enregistrement de type P

Section du fichier de description : [PLANCOMPTABLE]

Nom	Début	fin	Туре	Description	Commentaires
TYPE	1	1	1 C	Type d'enregistrement	P pour Plan comptable
CPTG	2	9	8 C	N° de compte	Voir remarque 1
LIBC	10	49	40 T	Libellé du compte	Obligatoire
LTTA	50	50	1 A	Compte lettrable (O,N)	Voir remarque 2
PTAB	51	51	1 A	Compte pointable (O,N)	Voir remarque 2
CSEC	52	61	10 A	Code section (axe anal. 1)	facultatif
CAFF	62	71	10 A	Code affaire (axe anal. 2)	facultatif
CDES	72	81	10 A	Code destination (axe anal. 3)	facultatif
CODV	82	84	3 A	Code devise ISO	facultatif
DTDV	85	92	8 A	Date début validité du compte	facultatif
DTFV	93	100	8 A	Date fin validité du compte	facultatif
CPTR	101	108	8 A	Compte de reporting	facultatif

Remarque 1 - Remplissage de la zone N° de compte

Le N° doit être constitué de lettres majuscules ou de chiffres ; au moins 6 caractères doivent être renseignés, calés à gauche. Si le N° comporte des espaces, ceux-ci ne peuvent se trouver que sur la partie droite du N°. La longueur maximale d'un N° de compte est fonction du paramètre indiqué dans la Fiche Société, sur l'onglet Gestion.

Remarque 2 - Remplissage de la zone Compte lettrable et Compte pointable

Pour chacune de ces zones, si rien n'est indiqué dans le fichier d'entrée, la valeur N=Non sera prise par défaut en création de compte. Notez qu'un même compte ne peut à la fois être lettrable et pointable.

2.5 - Description de l'enregistrement Tables diverses

Ce type d'enregistrement doit être utilisé pour créer ou modifier différentes codifications utilisées dans les fiches Clients et Fournisseurs :

- Code et libellé Langue
- Code et libellé Groupe de clients
- Code et libellé Familles de clients
- Code et libellé libres clients 1 à 5
- Code et libellé Groupe de fournisseurs
- Code et libellé Familles de fournisseurs
- Code et libellé libres fournisseurs 1 à 5

Ce type d'enregistrement permet d'alimenter, via l'interface, toutes les tables contenues dans le fichier CPTPDJ, fichier nouveau en version 9.

Description de l'enregistrement de type T

Section du fichier de description : [TABLES]

Nom	Début	fin	Туре	Description	Commentaires
TYPE	1	1	1 C	Type d'enregistrement	T pour Tables
CENR	2	4	3 C	Code enregistrement	Voir remarque 1
CODE	5	12	8 C	Valeur du code	Voir remarque 2
LIBE	13	37	25 A	Libellé associé	Obligatoire

Remarque 1 - Remplissage de la zone Code enregistrement

Ce code détermine la table dans laquelle le code va être créé ou modifié :

- LGE : Code et libellé Langue
- GRC : Code et libellé Groupe de clients
- FAC : Code et libellé Famille de clients
- CZ1 à CZ5 : Code et libellé libres clients 1 à 5
- GRF : Code et libellé Groupe de fournisseurs
- FAF : Code et libellé Famille de fournisseurs
- FZ1 à FZ5 : Code et libellé libres fournisseurs 1 à 5

Remarque 2 - Remplissage de la zone Valeur du code

Ce code est obligatoire. La longueur maximale autorisée pour ce code est fonction du code enregistrement : 8 caractères pour les codes groupes et familles, 3 caractères pour toutes les autres tables.

2.6 - Description de l'enregistrement Tiers : clients, fournisseurs et autre auxiliaire

Ce type d'enregistrement doit être utilisé pour créer ou modifier des fiches clients, des fiches fournisseurs ou des fiches « autre auxiliaire ». Chaque ligne portée dans le fichier texte permet de créer ou modifier une fiche client, une fiche fournisseur, ou une fiche « autre auxiliaire » en comptabilité. La plupart des zones de ces lignes Tiers, en dehors du N° de tiers et d'un nom (Nom condensé ou raison sociale) sont facultatives. Deux cas de figure sont possibles :

- S'il n'existe pas encore une fiche portant le N° indiqué dans le fichier correspondant (client, fournisseur, autre auxiliaire)), une fiche est créée.
- S'il existe déjà une fiche portant le N° indiqué dans le fichier correspondant, la fiche est modifiée.

<u>Remarque importante</u> : pour la plupart des zones de ces fiches tiers, la façon dont les zones sont alimentées dans LDCompta lorsqu'aucune valeur n'est portée dans le fichier d'interface (ou lorsque la valeur est invalide, mais que l'erreur n'était pas bloquante) a changé entre les versions 9 et 10.

En version 9, lors de la création d'une fiche, les zones Mode de paiement, Conditions de paiement (3 zones), Solvabilité (client uniquement), Groupe de relance (client uniquement), Compte lettrable, Code devise, Groupe de trésorerie, Bon à payer (fournisseur uniquement), Code escompte (fournisseur iniquement), Code langue étaient initialisées à partir de la fiche client ou fournisseur modèle, si on en avait spécifié une dans la fiche Société. En l'absence de fiche modèle, seules les zones Mode de paiement (premier mode de paiement trouvé dans la table des modes de paiement), Solvabilité (O=Oui), Groupe de trésorerie (1), Bon à payer (N=Non) étaient initialisées avec une valeur par défaut (celle indiquée ci-devant entre parenthèses). Toutes les autres zones n'ayant pas de valeur dans le fiche tiers.

Toujours en version 9, lors de la modification d'une fiche, les zones n'ayant pas de valeur dans le fichier d'interface n'étaient pas modifiées dans la fiche tiers de LDCompta, sauf 2 exceptions : les conditions de paiement et les RIB ou IBAN.

De même, pour l'adresse, si les 5 zones *CAD1*, *CADR*, *NVOI*, *COPO*, *BUDI* qui composent une adresse étaient toutes à blanc dans le fichier d'interface, l'adresse éventuellement déjà présente dans la fiche du tiers était conservée.

A partir de la version 10, tout cela est désormais paramétrable, afin d'offrir plus de souplesse. En effet, le fait de ne pas faire de mise à jour dans LDCompta lorsque l'on recevait une valeur à blanc posait problème parfois : on savait par exemple alimenter un code groupe dans une fiche client, mais on ne savait pas l'effacer au travers de l'interface, la valeur reçue blanc étant ignorée en modification de fiche.

De nouveaux paramètres font donc leur apparition en version 10. Ils se trouvent dans le fichier de description de format (fichiers *Intcpt.fdf* ou *Intcpt_csv.fdf*), dans les sections *[INIT_CLIENTS]* et *[INIT_FOUNISSEURS*]. On trouve dans chacune de ces sections deux paramètres définissant chacune une liste de zones.

Le premier, nommé ZonesAvecValeurDéfaut, définit la liste des zones (séparée par une virgule) pour lesquelles une valeur par défaut sera prise en création de fiche client, à partir de la fiche client modèle dont le code est fixé dans la Fiche Société. Comme en version 9, en l'absence de fiche modèle, et pour les zones SLVA, GRRE, LTTA, GRTR, SUSP, BONP, MOPM n'autorisant pas de valeur à blanc, une valeur par défaut est là aussi inscrite, respectivement O, 1, O, 1, N, N et premier mode de paiement déclaré dans la table des modes de paiement.

La liste des zones possibles ici est la suivante :

MOPM,CDP,SLVA,PLCR,CREP,GRRE,LTTA,CACT,CODV,GRTR,BQAF,CLGE,CF AM,CGRP,RACI,CZC1 à CZC8, DTC1 à DTC4, ZNC1 à ZNC3,RTOB

Notez que la zone nommée *CDP* correspond aux 3 zones des conditions de paiement, soit *DJPM, DMPM, REFM*, qui sont traitées « en bloc » : les conditions de paiement d'un tiers sont considérées comme non renseignées si aucune des 3 zones n'est renseignée.

La liste fournie par défaut, qui permet d'avoir un fonctionnement similaire à ce qui était fait en version 9, est la suivante :

ZonesAvecValeurDéfaut=MOPM,CDP,SLVA,GRRE,LTTA,CODV,GRTR,CLGE

Cette liste est fournie dans les fichiers *Intcpt.fdf* et *Intcpt_csv.fdf* livrés en version 10. Mais sachez que si vous utilisez un ancien fichier de description qui ne comporte pas ce mot-clé, c'est aussi cette liste qui sera utilisée prise par défaut.

Le second, nommé *ZonesToujoursMisesAJour*, définit la liste des zones (séparée par une virgule) pour lesquelles la valeur sera systématiquement mise à jour dans LDCompta, même si la valeur n'est pas renseignée dans le fichier d'interface (valeur reçue à blanc ou à zéro pour une zone numérique, ou zone non définie dans le fichier).

La liste des zones possibles ici est composée de toutes les zones admises pour le mot-clé ZonesAvecValeurDéfaut décrit ci-dessus, plus les zones qui sont propres à chaque tiers : ADR,CPAY,PAYS,NTEL,TLEX,TLPO,TLCY,NINT,COMM,SIRE,ECFI,EWEB,EMAI, NAPE,NCEE,SUSP,NEDI

Notez que la zone *ADR* correspond aux 5 champs d'une adresse, soit *CAD1, CADR, NVOI, COPO, BUDI*, qui sont traitées là aussi « en bloc ».

La liste fournie par défaut, qui permet d'avoir un fonctionnement similaire à ce qui était fait en version 9, est la suivante :

ZonesToujoursMisesAJour=CDP

Cette liste est fournie dans les fichiers *Intcpt_fdf* et *Intcpt_csv.fdf* livrés en version 10. Mais sachez que si vous utilisez un ancien fichier de description qui ne comporte pas ce mot-clé, c'est aussi cette liste qui sera utilisée prise par défaut.

Précision concernant le cas des valeurs reçues invalides, pour des zones où l'on signale simplement un avertissement (erreur non bloquante) :

• En création de fiche, le système opère comme si la valeur n'était pas renseignée, et prend donc l'éventuelle valeur par défaut

• En modification de fiche, la valeur déjà présente dans la fiche du tiers reste inchangée.

Notez aussi que de nombreux contrôles qui étaient bloquant en version 9 ne sont maintenant plus que des avertissements (non bloquants) à partir de la version 10. Cela concerne les zones *CESC*-Code escompte, *BQAF*-Banque de paiement, *BONP*-Bon à payer, *CFAM*-Code famille, *CGRP*-Code groupe, *CZC1* à *CZC5*-Codes libres 1 à 5. Et cela s'ajoute à la liste des zones pour lesquelles on ne signalait déjà qu'un avertissement en cas de valeur invalide en version 9 : *MOPM*-Mode de paiement, *DJPM-DMPM-REFM*-Conditions de paiement, *SLVA*-Solvabilité, *PLAF*-Plafond de crédit, *ECFI*-En-cours financier, *GRRE*-Groupe de relance, *LTTA*-Compte lettrable, *CACT*-Code TVA, *CDEV*-Code devise, *SUSP*-Compte suspendu, *CLGE*-Code langue, *GRTR*-Groupe de trésorerie.

<u>Complément d'information</u> : prenez garde à la combinaison de ces deux paramètres, il peut y avoir des effets de bord curieux selon la façon dont on renseigne ces listes. Si par exemple on demande à ce que le plafond de crédit d'un client soit initialisé à partir de la fiche modèle, il le sera donc en création de tiers. En modification de tiers, si cette valeur n'est jamais reçue dans le fichier d'interface, la valeur par défaut, éventuellement modifiée directement dans LDCompta, sera conservée. Si en revanche cette valeur est « interfacée » avec la gestion commerciale, il est souhaitable d'ajouter cette zone *PLCR* dans la liste des zones à mettre à jour systématiquement. Si on ne le fait pas, le fait de mettre ce plafond à zéro en gestion commerciale ne forcera pas ce plafond à zéro dans LDCompta : l'ancienne valeur sera conservée. Mais dans ce cas, la valeur par défaut sera perdue dès la première modification faite au travers de l'interface !

De façon plus générale, nous conseillons de renseigner le mot-clé ZonesToujoursMisesAJour avec la liste de toutes les zones qui sont réellement gérées dans l'interface avec la gestion commerciale. Même si cela peut amener une différence de comportement avec ce qui était fait en version 9 : cela permet d'avoir des fichiers tiers bien « alignés » entre la gestion commerciale et la comptabilité.

<u>Remarque</u> : ce type d'enregistrement T n'a pas changé entre les versions 10 et 11. En revanche, il y avait eu de nombreuses modifications entre les versions 8.50 et 9.00 d'une part, 9.00 et 10.00 d'autre part. Reportez-vous si nécessaire à la documentation de cette procédure d'interface Version 10 (*IntCptW10.pdf*) où ces modifications sont repérées par des couleurs orange et rouge respectivement.

Description de l'enregistrement de type C, F ou X

Section du fichier de description : [TIERS]

	Nom	Début	fin	Туре	Description	Commentaires
	TYPE	1	1	1 C	Type d'enregistrement	C pour client,
						F pour fournisseur
						X pour autre auxiliaire
	NOCL	2	9	8 C	N° de tiers	Voir remarque 1
	NMCM	10	29	20 T	Nom abrégé	Voir remarque 2
\otimes	LIBI	30	69	40 T	Libellé interne	Voir remarque 2
	TITR	70	73	4 T	Titre	Exemple : SA, SARL
	RSSO	74	113	40 T	Raison sociale	Voir remarque 2
	CAD1	114	153	40 T	Adresse - Ligne 1	facultatif
	CADR	154	193	40 T	Adresse - Ligne 2	facultatif
	NVOI	194	233	40 T	Adresse - Ligne 3	facultatif
	COPO	234	238	5 T	Adresse - Code postal	facultatif
	BUDI	239	278	40 T	Adresse - Ville	facultatif
	CPAY	279	280	2 C	Adresse - Code Pays	Voir remarque 3
	PAYS	281	310	30 T	Adresse - Pays	facultatif
	NTEL	311	330	20 T	Téléphone	facultatif
	TLEX	331	350	20 T	Téléphone Bureau	facultatif
	TLPO	351	370	20 T	Téléphone Portable	facultatif
	TLCY	371	390	20 T	N° de télécopie	facultatif
\otimes	NINT	391	430	40 T	Nom de l'interlocuteur	facultatif
\otimes	COMM	431	490	60 T	Commentaire	facultatif
\otimes	SIRE	491	504	14 T	N° SIRET	Voir remarque 9
\bigcirc	RIBP	505	505	1 C	RIB principal	Voir remarque 4
	DOBQ	506	530	25 T	Domiciliation bancaire	Voir remarque 4
	IBBQ	531	534	4 T	IBAN – Pays+Clé	Voir remarque 4
	COBQ	535	539	5 T	RIB- Code banque	Voir remarque 4
	GUBQ	540	544	5 T	RIB - Code guichet	Voir remarque 4
	CPBQ	545	555	11 T	RIB - N° de compte	Voir remarque 4
	CLBQ	556	564	9 T	RIB - Clé de contrôle	Voir remarque 4
	BIBQ	565	575	11 T	Code BIC	Voir remarque 4
\otimes	MOPM	576	577	2 C	Mode de paiement	Voir remarque 5
\otimes	DJPM	578	581	3,0 N	Délai de paiement	Voir remarque 6
\bigcirc	DMPM	582	584	2,0 N	Jour de paiement	Voir remarque 6
\otimes	REFM	585	585	1 C	Report à fin de mois	Voir remarque 6
\otimes	SLVA	586	586	1 C	Solvabilité	Voir remarque 9
\otimes	PLCR	587	599	11,2 N	Plafond de crédit	Voir remarque 7
\otimes	ECFI	600	612	11,2 N	En-cours financier	Voir remarque 7
\otimes	CREP	613	616	4 C	Code représentant	Voir remarque 8
\otimes	NREP	617	641	25 T	Nom Prénom représentant	Voir remarque 8
\bigcirc	TREP	642	656	15 T	Téléphone représentant	Voir remarque 8
\bigcirc	MREP	657	716	60 T	Adresse e-mail représentant	Voir remarque 8

\otimes	GRRE	717 7	717	1 C	Groupe de relance	Voir remarque 9
	LTTA	718 7	718	1 C	Compte lettrable (O,N)	Voir remarque 9
\otimes	CACT	719 7	720	2 T	Code TVA	Voir remarque 9
\otimes	CODV	721 7	723	3 C	Code devise ISO	Voir remarque 9
\otimes	GRTR	724	724	1 C	Groupe de trésorerie	Voir remarque 9
\otimes	NOFP	725	732	8 C	N° fournisseur à payer	Voir remarque 9
\otimes	BQAF	733 7	734	2 C	Banque de paiement	Voir remarque 9
\otimes	BONP	735	735	1 C	Bon à payer	Voir remarque 9
\otimes	CESC	736	737	2 C	Code escompte	Voir remarque 9
	EWEB	738 7	797	60 T	Site WEB	facultatif
	EMAI	798 8	857	60 T	Adresse e-mail	facultatif
\otimes	NAPE	858 8	863	6 T	Code NAF	facultatif
\otimes	NCCE	864 8	878	15 T	N° TVA intracommunautaire	facultatif
	SUSP	879 8	879	1 C	Tiers suspendu	Voir remarque 9
\otimes	CLGE	880 8	882	3 C	Code langue	Voir remarque 9
\oslash	NEDI	883 8	892	10 T	N° EDI	facultatif
\oslash	CFAM	893 9	900	8 C	Code famille	Voir remarque 9
\oslash	CGRP	901 9	908	8 C	Code groupe	Voir remarque 9
	RACI	909 9	910	2 C	Code racine	Voir remarque 9
\oslash	CZC1	911 9	913	3 C	Code libre 1	Voir remarque 9
\oslash	CZC2	914 9	916	3 C	Code libre 2	Voir remarque 9
\oslash	CZC3	917 9	979	3 C	Code libre 3	Voir remarque 9
\oslash	CZC4	920 9	922	3 C	Code libre 4	Voir remarque 9
\otimes	CZC5	823 8	825	3 C	Code libre 5	Voir remarque 9
\oslash	CZC6	926 9	930	5 T	Code libre 6	facultatif
\oslash	CZC7	931 9	940	10 T	Code libre 7	facultatif
\oslash	CZC8	941 9	955	15 T	Code libre 8	facultatif
\oslash	DTC1	956 9	963	8 D	Date libre 1	facultatif
\oslash	DTC2	964 9	971	8 D	Date libre 2	facultatif
\otimes	DTC3	972 9	979	8 D	Date libre 3	facultatif
\oslash	DTC4	980 9	987	8 D	Date libre 4	facultatif
\oslash	ZNC1	988 10	002	13,2 N	Zone numérique 1	facultatif
\otimes	ZNC2	1003 10	017	13,2 N	Zone numérique 2	facultatif
\otimes	ZNC3	1018 10	032	13,2 N	Zone numérique 3	facultatif
\bigcirc	RTOB	1033 10	033	1 C	Référence tiré obligatoire	Voir remarque 9

Remarque préliminaire pour les comptes autres auxiliaires

La fiche d'un tiers de nature « autre auxiliaire », dans LDCompta, est plus simple qu'une fiche client ou fournisseur, bien qu'elle puisse être gérée dans le même type d'enregistrement que celui décrit ci-dessus. En conséquence, pour une ligne de type X=Autre auxiliaire, de nombreuses zones doivent être laissées à blanc. Ce sont toutes les zones repérées par le symbole \bigcirc dans la liste ci-dessus.

Remarque 1 - Remplissage de la zone N° de tiers

Le N° doit être constitué de lettres majuscules ou de chiffres ; au moins 5 caractères doivent être renseignés, calés à gauche. Si le N° comporte des espaces, ceux-ci ne peuvent se trouver que sur la partie droite du N°. Les N° de clients et de fournisseurs peuvent se croiser.

<u>Attention</u> : le N° de tiers ne doit pas comporter le code racine (2 caractères identifiant le compte collectif auquel le compte se rattache). Dans LDCompta, chaque compte client peut être mouvementé pour chaque collectif client, et il en est de même pour les fournisseurs.

Remarque 2 - Remplissage des zones Nom abrégé, Libellé interne et Raison sociale

Une au moins des trois zones est obligatoire. Dans le cas où une ou deux de ces zones ne sont pas renseignées, on applique les règles suivantes :

- Le nom abrégé reçoit le libellé interne si renseigné, la raison sociale sinon
- Le libellé interne reçoit la raison sociale si renseignée, le nom abrégé sinon
- La raison sociale reçoit le libellé interne si renseigné, le nom abrégé sinon

Sachez que les zones Nom abrégé et Libellé interne sont utilisées comme critère de tri et de recherche rapide dans LDCompta. Ces trois zones seront automatiquement ramenées en majuscule.

<u>Remarque</u> : la zone Libellé interne ne doit pas être renseignée dans le cas d'une fiche « autre auxiliaire ».

Remarque 3 - Remplissage de la zone Code pays

Le code pays est facultatif. S'il est renseigné, il est contrôlé par rapport aux codes pays contenus dans la table CPTPYS de LDCompta. Il faut utiliser la codification UPU-ISO.

Lors de la validation d'une fiche tiers par la procédure d'interface, si le code pays indiqué pour le tiers diffère de celui préexistant dans la fiche (ou lors de la création d'une fiche), le système remplace le libellé pays préexistant dans la fiche par le libellé du pays fourni dans la table des pays CPTPYS.

Remarque 4 - Domiciliation bancaire et IBAN ou RIB

Les zones constituant la domiciliation bancaire sont facultatives. Ces zones permettent de porter soit un RIB, soit un IBAN. La différence se fait sur la présence d'une valeur dans la zone IBBQ : si cette zone est renseignée, on attend un IBAN (et le contrôle de cohérence du N° de compte IBAN sera effectué). Sinon, on attend un RIB. Dans le cas d'un RIB, si la clé de contrôle du RIB est renseignée, il y aura contrôle de la validité du RIB ; si ce contrôle échoue, une anomalie est signalée, toutes les zones de la domiciliation sont ignorées, mais la fiche est quand même créée ou modifiée en comptabilité avec les autres données présentes dans le fichier texte.

Gestion du multi-RIB (ou multi IBAN) :

Pour ce qui est des comptes « autres auxiliaires », un seul compte bancaire peut être enregistré. Le compte bancaire fourni dans le fichier texte annule et remplace le compte

bancaire déjà connu en comptabilité en cas de modification de fiche. La zone RIB principal est ignorée.

Pour ce qui est des clients et des fournisseurs, il est possible d'enregistrer plusieurs comptes bancaires en comptabilité (le multi-RIB fournisseur est possible depuis la version 10 seulement, et ce même si on interface dans un fichier au format Version 9). Le principe est le suivant :

- Lors de la création d'une fiche client ou fournisseur, le compte bancaire indiqué dans le fichier texte est enregistré en tant que RIB principal (pour les clients, le RIB principal est celui qui est proposé par défaut dans la saisie des règlements clients ; pour les fournisseurs, le RIB principal est celui qui sélectionné par défaut en cas de paiement par virement) ;
- Lors de la modification d'une fiche client ou fournisseur,
 - ⇒ Si un compte bancaire est fourni dans le fichier texte et si la zone RIB principal est égale à P, alors le compte bancaire en question est enregistré en tant que compte bancaire principal, le compte bancaire principal antérieur devenant compte bancaire secondaire ;
 - ⇒ Si un compte bancaire est fourni dans le fichier texte, si la zone RIB principal est différente de P et qu'aucun compte bancaire ne figure encore dans la fiche client ou fournisseur en comptabilité, alors le compte bancaire en question est enregistré là aussi en tant que compte bancaire principal ;
 - ⇒ Si un compte bancaire est fourni dans le fichier texte, si la zone RIB principal est différente de **P**, et si un compte bancaire principal figure déjà dans la fiche client ou fournisseur en comptabilité, alors le compte bancaire en question est enregistré en tant que compte bancaire secondaire, à condition toutefois que ce RIB n'existe pas déjà dans la liste des RIB du client ou du fournisseur.

Compte tenu de ce principe de mise à jour, pour un client ou un fournisseur ayant plusieurs comptes bancaires, il faut créer autant de lignes dans le fichier texte que vous avez de comptes bancaires, en repérant éventuellement le compte bancaire principal (à défaut, le premier compte bancaire reçu sera le compte bancaire principal). Les lignes seront identiques à l'exception des zones Domiciliation bancaire, IBAN et RIB, et éventuellement RIB principal.

Remarque 5 - Remplissage de la zone Mode de paiement

Le mode de paiement est contrôlé par rapport à la table des modes de paiement définie en comptabilité. Il est donc vivement conseillé que les codifications utilisées en gestion commerciale et en comptabilité soient rigoureusement identiques. <u>Attention</u> : aucune synchronisation automatique n'est prévue entre les modes de paiement en gestion commerciale et ceux de la comptabilité. Si un mode de paiement est créé en gestion commerciale, il devra l'être également en comptabilité.

Si le mode de paiement indiqué est de type *Virement* (ce qui est défini dans les paramètres modes de paiement), la présence d'un RIB complet et valide (contrôle de la clé RIB) est requise pour le fournisseur. Si le fournisseur référence un autre fournisseur en tant que fournisseur à payer, c'est alors la présence d'un RIB pour ce fournisseur à payer qui est requise.

En cas de valeur non renseignée ou invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Remarque 6 - Remplissage des conditions de paiement

Indiquez d'une part le nombre de jours dans la zone DJPM :

- Soit en multiple de 30 pour un calcul en nombre de mois (Exemple : 30, 60, 90...)
- Soit en nombre de jours exact (Exemple : 45).

Indiquez d'autre part le décalage calculé sur la date d'arrivée :

 Soit M=fin de Mois dans la zone REFM, plus éventuellement un jour de paiement dans la zone DMPM

(Exemple : M / 10 pour Fin de mois le 10 du mois suivant)

- Soit Q=fin de Quinzaine dans la zone REFM, plus éventuellement le jour de la première quinzaine du mois dans la zone DMPM (Exemple : Q / 5 pour un décalage aux 5 et 20 de chaque mois)
- Soit D=fin de Décade dans la zone REFM, plus éventuellement le jour de la première décade du mois dans la zone DMPM (Exemple : D / 0 pour un décalage aux 10, 20 et 30 de chaque mois)
- Soit J=Jour de la semaine dans la zone REFM, avec le jour de la semaine souhaité dans la zone DMPM : 1=Lundi, 2=Mardi... (Exemple : J / 2 pour un décalage au Mardi

En cas de valeur non renseignée ou invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Remarque 7 - Plafond de crédit et en-cours financier

Ces deux zones ne peuvent être renseignées que pour une fiche client, mais elles restent facultatives. Pour une fiche fournisseur ou autre auxiliaire, elles doivent être laissées à zéro.

Le plafond de crédit est utilisé en comptabilité sur l'écran de consultation de l'en-cours financier d'un client. L'en-cours financier de la fiche client est une zone qui est calculée par le progiciel comptable ; elle ne doit donc normalement pas être renseignée dans le fichier texte à importer.

Remarque 8 - Remplissage des zones Représentant

Ces quatre zones CREP, NREP, TREP et MREP ne peuvent être renseignées que pour une fiche client, mais elles restent facultatives. Pour une fiche fournisseur, elles doivent être laissées à blanc. Les zones représentants sont utilisées dans LDCompta au niveau des relances clients ; on peut par exemple faire figurer le nom du représentant sur une lettre de relance, sélectionner les clients à relancer en fonction du représentant, ou encore imprimer les lettres de relances triées par code représentant.

Le fait de renseigner ces quatre zones représentant permet d'une part d'enregistrer le code représentant au niveau de la fiche du client, d'autre part de créer ou modifier le représentant dans la table des représentants. En effet, le seul fait de renseigner un nouveau code au niveau d'une fiche client aura pour effet de créer une fiche représentant dans la table des représentants. De même, chaque fois que vous spécifiez le nom et/ou le N° de

téléphone et/ou l'adresse mail du représentant dans un enregistrement client, ceux-ci sont répercutés dans la table des représentants de LDCompta.

Remarque 9 - Remplissage des autres zones

N° SIRET (Zone SIRE)

Si cette zone est renseignée, un contrôle (non bloquant) de validité du N° SIRET est effectué. Si on passe outre ce contrôle, le N° SIRET sera enregistré en l'état dans LDCompta. Pour une fiche autre auxiliaire, cette zone doit être laissée à blanc

Solvabilité (Zone SLVA)

Cette zone ne doit être renseignée que pour une fiche client ; pour une fiche fournisseur ou autre auxiliaire, elle doit être laissée à blanc. Cette zone n'est pas réellement utilisée en standard dans LDCompta ; elle ne figure qu'à titre d'information. Elle ne peut prendre que deux valeurs : **O** pour Oui ou **N** pour Non.

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Groupe de relance (Zone GRRE)

Cette zone ne doit être renseignée que pour une fiche client ; pour une fiche fournisseur ou autre auxiliaire, elle doit être laissée à blanc. Ce code permet de classer les clients en différents groupes, ces groupes permettant ensuite d'appliquer des conditions de relance différentes. Par exemple, on peut créer un groupe spécifique pour les clients devant être relancés par des lettres en anglais.

Le groupe de relance ne peut prendre que des valeurs numériques comprises entre **0** et **9**. Le groupe 0 est un groupe particulier permettant d'isoler les clients ne devant jamais être relancés (comptes clients comptants par exemple).

En cas de valeur non renseignée pour une fiche client, une valeur par défaut est prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Compte lettrable (Zone LTTA)

Cette zone ne peut prendre que deux valeurs : **O** pour Oui ou **N** pour Non.

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est prise, selon les règles décrites en page 23.

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Code TVA (Zone CACT)

Cette zone est utilisée principalement pour identifier les différents types d'exonération de TVA, en relation avec le module de suivi de la TVA sur les encaissements et décaissements. Ce code, lorsqu'il est renseigné, est contrôlé par rapport à la table des codes TVA de LDCompta. La valeur portée dans le fichier texte, si elle est différente de

blanc, est répercutée en l'état dans la fiche client ou fournisseur. Dans le cas d'une fiche « autre auxiliaire », cette zone doit être laissée à blanc.

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est éventuellement prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Code devise (Zone CODV)

Cette zone est facultative dans LDCompta. Si le code devise n'est pas renseigné dans une fiche client ou fournisseur, le tiers est supposé travailler dans la devise de référence définie dans LDCompta. Dans le cas d'une fiche « autre auxiliaire », cette zone doit être laissée à blanc.

<u>Attention</u> : le code devise porté dans le fichier texte est contrôlé par rapport à la table des devises définie en comptabilité. Aucune synchronisation automatique n'est prévue entre les codes devises utilisés en gestion commerciale et ceux définis en comptabilité. Si un code devise est créé en gestion commerciale, il devra l'être également en comptabilité. Il en est de même pour la gestion des cours devises.

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est éventuellement prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Groupe de trésorerie (Zone GRTR)

Ce code permet de classer les clients et fournisseurs en différents groupes qui sont utilisés dans le module Trésorerie prévisionnelle de LDCompta. Dans le cas d'une fiche « autre auxiliaire », cette zone doit être laissée à blanc.

Le groupe de trésorerie ne peut prendre que des valeurs numériques comprises entre **0** et **9**. Le groupe 0 est un groupe particulier permettant d'isoler les tiers devant être ignorés sur les états de trésorerie (comptes clients douteux par exemple).

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

N° fournisseur à payer (Zone NOFP)

Cette zone ne peut être renseignée que pour une fiche fournisseur ; pour une fiche client ou autre auxiliaire, elle doit être laissée à blanc. Cette zone permet d'indiquer le N° du fournisseur auquel devront être réglées, dans le module de règlement automatique des fournisseurs, les factures enregistrées ultérieurement pour ce fournisseur. La zone ne doit être renseignée que dans le cas où le fournisseur à payer est différent du fournisseur émetteur de la facture. Ce N° fournisseur à payer, s'il est renseigné, doit correspondre à un fournisseur existant déjà dans le fichier des fournisseurs, ou défini dans ce même fichier d'interface avant le fournisseur lui faisant référence.

Banque de paiement (Zone BQAF)

Cette zone peut être renseignée pour une fiche client ou fournisseur ; pour une fiche autre auxiliaire, elle doit être laissée à blanc.

Dans le cas d'un client, cette zone facultative permet d'indiquer la banque de paiement préférentielle du client. Cette valeur est utile notamment lors de l'émission de prélèvements clients.

Dans le cas d'un fournisseur, cette zone facultative permet d'indiquer la banque de paiement préférentielle pour ce fournisseur. Lors de l'enregistrement ultérieur d'une facture dans l'échéancier fournisseur, c'est cette banque qui sera présélectionnée.

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est éventuellement prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Bon à payer (Zone BONP)

Cette zone ne peut être renseignée que pour une fiche fournisseur ; pour une fiche client ou autre auxiliaire, elle doit être laissée à blanc. Cette zone, qui est facultative, définit la valeur par défaut du bon à payer, valeur proposée lors de l'ajout d'une facture dans l'échéancier fournisseur. Les valeurs possibles **O**, **N** ou *Blanc*. Cette valeur de bon à payer par défaut est utilisée tant en saisie d'écritures par pièce ou folio, qu'en interface de factures, si la zone BONP n'est pas renseignée dans le fichier d'interface, pour l'enregistrement correspondant à la facture, enregistrement de type *E*.

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est éventuellement prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Code escompte (Zone CESC)

Cette zone ne peut être renseignée que pour une fiche fournisseur ; pour une fiche client ou autre auxiliaire, elle doit être laissée à blanc. Cette zone, si elle est renseignée, est contrôlée par rapport à la table des codes escomptes définie en comptabilité.

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est éventuellement prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Tiers suspendu (Zone SUSP)

Cette zone ne peut prendre que deux valeurs : **O** pour Oui ou **N** pour Non. Si la zone n'est pas renseignée dans le fichier texte ou comporte une valeur différente de celles indiquées précédemment, en création de fiche la zone sera initialisée soit à partir de la fiche type (Voir *Fiche société*, Onglet *Module*), soit à **N=Non**, si cette fiche type n'est pas définie ; en modification de fiche, la valeur déjà connue en comptabilité sera conservée.

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Code langue (Zone CLGE)

Cette zone, si elle est renseignée, est contrôlée par rapport à la table des codes langues définie en comptabilité.

Pour une fiche autre auxiliaire, cette zone doit être laissée à blanc.

<u>Remarque</u>: il est possible de créer les codes langues « à la volée » dans l'interface, en intercalant des enregistrements de type **T**, avec le code enregistrement LGE. Voir paragraphe

2.5 - Description de l'enregistrement Tables diverses.

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est éventuellement prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Code groupe (Zone CGRP) et Code famille (Zone CGRC)

Ces deux zones, si elles sont renseignées, sont contrôlées respectivement par rapport à la table des codes groupes et des codes familles définies en comptabilité, sachant qu'il existe une table des groupes clients, une table des familles clients, une table des groupes fournisseurs et une table des familles fournisseurs.

Pour une fiche autre auxiliaire, cette zone doit être laissée à blanc.

<u>Remarque</u> : il est possible de créer (ou modifier) les codes groupes et familles « à la volée » dans l'interface, en intercalant des enregistrements de type **T**, avec des codes enregistrements GRC, FAC, GRF, FAF selon le cas. Voir paragraphe

2.5 - Description de l'enregistrement Tables diverses.

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est éventuellement prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Code racine (Zone RACI)

Cette zone est obligatoire dans le cas d'un compte autre auxiliaire, facultative dans le cas des fiches clients et fournisseurs. Cette zone, si elle est renseignée, est contrôlée par rapport à la table des codes comptes collectifs définie en comptabilité. De plus, le type d'enregistrement lu dans le fichier d'interface (C, F ou X) doit être cohérent par rapport à la nature du compte collectif définie dans LDCompta : client, fournisseur ou autre auxiliaire.

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est éventuellement prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Codes libres 1 à 5 (Zone CZC1 à CZC5)

Ces cinq zones, si elles sont renseignées, sont contrôlées par rapport aux tables correspondantes définies en comptabilité, sachant qu'il existe au total dix tables distinctes dans LDCompta correspondant aux 5 codes libres possibles dans une fiche client ou dans une fiche fournisseur. Pour une fiche autre auxiliaire, ces zones doivent être laissées à blanc.

<u>Remarque</u>: il est possible de créer (ou modifier) les codes libres « à la volée » dans l'interface, en intercalant des enregistrements de type **T**, avec des codes enregistrements CZ1 à CZ5, ou FZ1 à FZ5, selon le cas. Voir paragraphe

2.5 - Description de l'enregistrement Tables diverses.

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est éventuellement prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

Référence tiré obligatoire (Zone RTOB)

Cette zone ne doit être renseignée que pour une fiche client ; pour une fiche fournisseur ou autre auxiliaire, elle doit être laissée à blanc. Elle ne peut prendre que les valeurs : **O** ou **1** pour Oui, **N** ou **0** (zéro) pour Non.

En cas de valeur non renseignée, une valeur par défaut est prise, selon les règles décrites en page 23. En cas de valeur invalide, une anomalie est signalée et la mise à jour est opérée en appliquant les règles décrites en page 23.

2.7 - Description de l'enregistrement Ecritures comptables

Ce type d'enregistrement doit être utilisé pour intégrer :

- Soit des écritures en comptabilité générale, qu'il y ait ou non ventilation de ces écritures en comptabilité analytique ; il s'agit alors d'enregistrements de type **E** ;
- Soit des écritures en comptabilité analytique ne mouvementant pas la comptabilité générale (OD analytiques, de section à section); il s'agit alors d'enregistrements de type A.

Chaque ligne portée dans le fichier texte donnera lieu à la comptabilisation d'une écriture en comptabilité générale ou analytique, sauf dans le cas d'une ventilation analytique multiple pour une écriture de comptabilité générale (voir remarque 3, 3^{ème} cas).

Description de l'enregistrement de type E ou A

Nom	Début	fin	Туре	Description	Commentaires
TYPE	1	1	1 C	Type d'enregistrement	E ou A, Voir remarque 3
JNAL	2	3	2 C	Code journal	
NECR	4	11	7,0 N	N° écriture	Voir remarque 1
NPIE	12	21	10 T	N° pièce	Voir remarque 3
DATP	22	29	8 D	Date pièce	
LIBE	30	79	50 T	Libellé	50 car. en V11 (25 avant)
DATH	80	87	8 D	Date échéance	
CNPI	88	89	2 C	Code nature pièce	Voir remarque 8
RACI	90	91	2 C	Racine compte collectif	Voir remarque 2
MONT	92	106	13,2 N	Montant en euros	Voir remarque 5
CODC	107	107	1 C	Code Débit/Crédit	D ou C
CPTG	108	115	8 C	Compte Général	Voir remarque 2
DATE	116	123	8 D	Date	Date comptable
CLET	124	126	3 T	Code lettrage	A blanc, sauf remarque 6
DATL	127	134	8 D	Date lettrage	A blanc, sauf remarque 6
CPTA	135	142	8 C	Compte auxiliaire	Voir remarque 2
CNAT	143	143	1 C	Code nature tiers	Voir remarque 2
CTRE	144	145	2 C	Code trésorerie	Voir remarque 9
NORL	146	146	1 C	N° relance	Voir remarque 7
DATV	147	154	8 D	Date valeur	
REFD	155	164	10 T	Référence document	Voir remarque 4
NECA	165	168	3,0 N	N° de séquence analytique	Voir remarque 3
CSEC	169	178	10 C	Code section (axe anal. 1)	Voir remarque 3
CAFF	179	188	10 C	Code affaire (axe anal. 2)	Voir remarque 3
CDES	189	198	10 C	Code destination (axe anal. 2)	Voir remarque 3
QTUE	199	208	9,3 N	Quantité analytique	Voir remarque 3
MTDV	209	223	13,2 N	Montant en devises	Voir remarque 5
CODV	224	226	3 C	Code devise ISO	Voir remarque 5
TXDV	227	239	11,7 N	Taux de la devise	Voir remarque 5
MOPM	240	241	2 C	Mode de paiement	Voir remarque 10
BONP	242	242	1 C	Bon à payer	Voir remarque 10

Section du fichier de description : [ECRITURES]

BQAF	243	244	2 C	Code banque affectation	Voir remarque 10
ECES	245	245	1 C	Echéance escomptable	Voir remarque 10
TXTL	246	757	512 T	Zone texte libre	Voir remarque 11
ECRM	758	758	1 C	Ecriture modifiable	Voir remarque 12
DATK	759	766	8 D	Date création	Voir remarque 13
HEUK	767	772	6 H	Heure création	Voir remarque 13

Remarque 1 - Remplissage de la zone N° écriture

Il s'agit d'un N° d'ordre permettant d'identifier chaque ligne dans le fichier de façon unique. Ce N° doit être renseigné en commençant à 1 (ou toute autre valeur) pour chaque nouveau lot d'écritures à importer, puis en ajoutant 1 à chaque nouvelle écriture. Il ne doit jamais y avoir de doublon sur ce N° dans le fichier, sauf en cas de ventilation analytique multiple pour une écriture de comptabilité générale (dans ce cas, on utilise le N° de séquence analytique pour distinguer les différentes lignes constituant l'écriture, voir remarque 3).

Il n'existe aucun lien direct entre ce N° d'écriture porté dans le fichier texte et le N° d'écriture qui sera attribué lors de l'ajout de l'écriture dans l'historique comptable.

Remarque 2 - Remplissage des zones N° de compte

Il faut distinguer 2 cas :

Premier cas : Ecriture de comptabilité générale

RACI	Racine compte collectif	A blanc
CPTG	Compte général	N° du compte général
CPTA	Compte auxiliaire	A blanc
CNAT	Code nature tiers	A blanc

Deuxième cas : Ecriture de comptabilité auxiliaire

RACI	Racine compte collectif	A blanc (ou Code racine compte collectif)
CPTG	Compte général	N° du compte collectif
CPTA	Compte auxiliaire	N° du compte auxiliaire
CNAT	Code nature tiers	C si client,
		F si fournisseur,
		A si autre.

Remarque 3 - Remplissage des zones relatives à la comptabilité analytique

Il faut distinguer 4 cas :

Premier cas : Ecriture de comptabilité générale sans imputation analytique

TYPE	Type d'enregistrement	Egal à E
NECA	N° séquence analytique	A zéro
CSEC	Code section (axe 1)	A blanc
CAFF	Code affaire (axe 2)	A blanc
CDES	Code affaire (axe 3)	A blanc
QTUE	Quantité	A blanc

Deuxième cas : Ecriture de comptabilité générale avec imputation analytique

« unique » : une seule section, une seule affaire, une seule destination. Le code utilisé sur chacun des 3 axes peut être celui d'une table de ventilation, ce qui donnera lieu alors à une ventilation « finale » multiple.

TYPE	Type d'enregistrement	Egal à E
NECA	N° séquence analytique	A zéro
CSEC	Code section (axe1)	Code section ou table de ventil.
CAFF	Code affaire (axe2)	Code affaire ou table de ventilation
CDES	Code destination (axe3)	Code destination ou table de ventil.
QTUE	Quantité	Facultatif

<u>Troisième cas</u> : Ecriture de comptabilité générale avec imputation analytique sur plusieurs sections ou plusieurs affaires ou plusieurs destinations.

Dans ce cas de figure, l'écriture doit être décomposée en plusieurs enregistrements :

Premier enregistrement pour le montant global à passer en comptabilité générale :

TYPE	Type d'enregistrement	Egal à E
MONT	Montant	Montant à passer en compta générale
CODC	Code débit crédit	Sens de l'écriture en compta générale
NECA	N° séquence analytique	Egal à 1
CSEC	Code section (axe1)	A blanc
CAFF	Code affaire (axe 2)	A blanc
CDES	Code destination (axe 3)	A blanc
QTUE	Quantité	A blanc

Enregistrements suivants pour chaque couple section/affaire analytique à mouvementer :

TYPE	Type d'enregistrement	Egal à E
MONT	Montant	Montant à imputer sur le code analyt.
CODC	Code débit crédit	Sens à imputer sur le code analytique.
NECA	N° séquence analytique	De 2 à N
CSEC	Code section (axe1)	Code section ou table de ventil.
CAFF	Code affaire (axe 2)	Code affaire ou table de ventilation
CDES	Code destination (axe 3)	Code destination ou table de ventil.
QTUE	Quantité	Facultatif

Toutes les autres zones de cet enregistrement doivent être identiques à celles du premier enregistrement (celui portant le N° de séquence 1).

De plus, la somme des montants de ces enregistrements *suite* doit être égale au montant du premier enregistrement (celui portant le N° de séquence 1).

<u>Quatrième cas</u> : Ecriture de comptabilité analytique ne mouvementant pas la comptabilité générale (OD analytique)

TYPE	Type d'enregistrement	Egal à A
NECA	N° séquence analytique	A zéro
CSEC	Code section (axe1)	Code section ou table de ventil.
CAFF	Code affaire (axe 2)	Code affaire ou table de ventilation
CDES	Code destination (axe 3)	Code destination ou table de ventil.
QTUE	Quantité	Facultatif

<u>Remarque</u> : pour les écritures de comptabilité générale (cas 2 et 3), une ventilation analytique par défaut peut aussi être gérée par la procédure d'interface ; reportez-vous en page 23 pour connaître le fonctionnement détaillé de cette ventilation analytique par défaut.

Remarque 4 - Contrôle des N° de pièce et Référence de document

Les contrôles standards sont effectués en phase 2 sur le N° de pièce et sur la référence de document, conformément à ce que l'on indique au niveau des Paramètres journaux, à savoir :

- \Rightarrow N° de pièce obligatoire (vivement conseillé)
- ⇒ Equilibre par N° de pièce (vivement conseillé également)
- ⇒ Unicité du N° de pièce (vivement conseillé, notamment pour les journaux de vente, et tout particulièrement si l'on utilise le module de suivi de la TVA sur les encaissements).
- \Rightarrow Unicité de la référence de document par tiers.
- \Rightarrow Si ce contrôle d'unicité de la référence n'est pas demandé, la référence de document est facultative.

Remarque 5 - Remplissage des zones Montant euros et devises

Notion de devise pivot et de type de cotation

Dans LDCompta, on définit d'une part une devise de référence, d'autre part une devise pivot qui est la devise par rapport à laquelle sont exprimés tous les cours des devises *out*. Cette devise pivot peut être soit la devise de référence elle-même, soit l'Euro si la devise de référence est une devise *in*. De plus, on peut choisir entre deux types de cotation pour les devises out, illustrés par les exemples suivants (en supposant que la devise pivot est l'Euro) :

- → Si la cotation est du type *1=Devise/pivot* : un Dollar = 1,0671431 Euro
- → Si la cotation est du type 2=Pivot/devise : un Euro = 0,9370814 Dollar

Pour offrir une plus grande souplesse, LDCompta permet de définir parallèlement à tout cela un autre système de cotation des devises out, système utilisé spécifiquement par la procédure d'interface, au travers de deux paramètres nommés *Devise pivot* et *Type de cotation des devises out*.

De plus, on peut également choisir une devise *par défaut*, qui sera la devise dans laquelle seront intégrées les écritures pour lesquelles aucun code devise n'aura été indiqué explicitement. Cette devise par défaut est nommée *devise pivot d'interface*.

Ces trois paramètres, à savoir la *devise pivot d'interface*, la *devise pivot* et le *type de cotation des devises out*, doivent impérativement être renseignés dès lors que le module devises a été activé (voir page 58).

<u>Remarque importante</u> : dans la période 1999 à 2002, le module Devise a été activé quasiment par tous les utilisateurs de LDCompta, car il était indispensable pour les opérations de basculement de la devise de référence franc vers euro. En version 8, il est possible de désactiver le module devise, pour ceux qui n'en ont plus l'usage. Si tel est le cas, il faudra que l'<u>interface se fasse toujours dans le mode 1 ci-après</u> ; il ne sera pas possible d'accepter dans l'interface des écritures pour lesquelles le montant ou le code devise seraient renseignés.

Premier cas : Module devise inactif

MONT	Montant	Montant en devise de référence (implicite, car la devise de référence n'est pas définie si le module devise n'est pas actif)
MTDV	Montant en devises	A zéro
CODV	Code devise ISO	A blanc
TXDV	Taux de la devise	A zéro
Deuxième cas :	Module devise actif	
MONT	Montant	A zéro
MTDV	Montant en devises	Montant en devise
CODV	Code devise ISO	Code devise
TXDV	Taux de la devise	Cours devise (facultatif) Voir plus loin règles à respecter pour ce cours

Troisième cas : Module devise actif, écriture comptabilisée sans préciser la devise

MONT	Montant	Montant en devise pivot d'interface
MTDV	Montant en devises	A zéro
CODV	Code devise ISO	A blanc
TXDV	Taux de la devise	A zéro
Dans ca cas	de figure, le système va i	nterpréter toutes les écritures de ce tur

Dans ce cas de figure, le système va interpréter toutes les écritures de ce type comme étant dans la devise pivot d'interface.

Quatrième cas : Module devise actif, écriture reprise en devise et en devise pivot

MONT	Montant	Montant en pivot d'interface
MTDV	Montant en devises	Montant en devise
CODV	Code devise ISO	Code devise
TXDV	Taux de la devise	Cours devise (obligatoire)
		Voir plus loin règles à respecter pour ce cours

Ce cas de figure est accepté essentiellement pour pouvoir effectuer une reprise d'écritures issues d'un autre logiciel comptable. Il ne devrait normalement pas être exploité pour importer un journal d'achats ou de ventes au quotidien : il est préférable de se ramener au deuxième cas, c'est à dire de ne passer que le montant en devise, LDCompta se chargeant ensuite de calculer les contre-valeurs unitaires dans la devise de référence en appliquant les règles habituelles d'arrondissage, puis de garantir les équilibres comptables dans la devise de référence en comptabilisant des écritures supplémentaires d'arrondi dans les comptes définis à cette fin.

Dans ce quatrième cas, seuls les montants dans la devise pivot d'interface seront réellement contrôlés, notamment pour vérifier les équilibres. Les montants en devise seront pris tels quels sans contrôle, comme on le ferait pour un libellé.

Ce quatrième cas ne sera accepté que si cela a été demandé explicitement dans les paramètres de l'interface (voir l'onglet Paramètres sur l'écran de lancement de l'interface). Certains contrôles de cohérence entre les deux montants peuvent aussi être réalisés dans ce cas, selon ce qui a été précisé dans les paramètres de l'interface. Enfin, dans ce quatrième cas, il est indispensable que la devise pivot d'interface soit égale à la devise de référence.

Règles à respecter dans tous les cas de figure :

⇒ Le montant, qu'il soit en euros ou en devises, ne doit jamais être négatif. Les écritures avec un montant nul (à la fois en euros et en devises) sont acceptées ; cela arrive parfois dans des chaînes de facturation avec des quantités gratuites.

Règles à respecter pour pouvoir comptabiliser en devises (Cas 2) :

- ⇒ Le module Devise doit être *actif* ;
- ⇒ Le journal sur lequel la pièce est comptabilisée doit supporter les devises (Zone Saisie en devises possible dans les Paramètres journaux);
- ⇒ Le code et le cours devise doivent être identiques pour toutes les lignes de la pièce, y compris pour les lignes de ventilation analytique le cas échéant ;
- ▷ Pour toutes les devises *out*, si le cours devise n'est pas renseigné, il sera initialisé d'après le cours enregistré dans la table des devises ; s'il est renseigné, il doit être dans la fourchette (Cours plancher, Cours plafond) définie dans la table des devises.

<u>Remarque</u> : si le système de cotation des devises out choisi pour l'interface est différent du système de cotation utilisé en interne par LDCompta, les cours plancher et plafond définis dans la table des devises sont au préalable convertis dans le système de cotation utilisé par la procédure d'interface, de façon à ce que l'on compare des cours exprimés tous dans un même « référentiel ». Voir *Définition des paramètres de l'interface* en page 58.

- ▷ Pour toutes les devises *in*, le cours devise indiqué sera de toute façon ignoré. On utilisera la contre-valeur en euro de la devise définie dans la table des devises de LDCompta pour calculer la contre-valeur de l'écriture dans la devise de référence.
- Si le contrôle d'équilibre par pièce a été activé pour le journal concerné (voir remarque 4), ce contrôle d'équilibre se fait sur les montants en devises. La pièce étant équilibrée en devises, LDCompta se chargera lors de la phase de validation de l'équilibrer en devise de référence, en ajustant les contre-valeurs respectives dans le cas d'une devise *out*, en comptabilisant une écriture supplémentaire dans un compte différence d'arrondi dans le cas d'une devise *in*.
- Si le contrôle d'équilibre par pièce n'a pas été activé pour le journal concerné, le contrôle d'équilibre se fait aussi sur les montants en devises ; il doit dans tous les cas y avoir équilibre par journal, devise et date (vivement conseillé), ou à défaut équilibre par journal, devise et mois. Pour que le système accepte qu'il n'y ait pas équilibre par journal et date, mais seulement par journal et mois, il faut le demander explicitement dans les paramètres de l'interface (voir l'onglet Paramètres sur l'écran de lancement de l'interface). Cet équilibre étant vérifié en devises, LDCompta se chargera lors de la phase de validation de garantir l'équilibre en devise de référence, en ajustant les contre-

valeurs respectives dans le cas d'une devise out, en comptabilisant une écriture supplémentaire dans un compte différence d'arrondi dans le cas d'une devise *in*.

Remarque 6 – Remplissage des zones code et date lettrage

En règle générale, ces deux zones doivent être laissées à blanc, la procédure d'interface n'acceptant pas d'intégrer d'écritures déjà lettrées. En effet, cette procédure n'est pas en mesure de contrôler parfaitement la cohérence de ceux-ci.

Si vous souhaitez tout de même importer des écritures lettrées (notamment dans le cadre d'une reprise d'écritures provenant d'un autre logiciel comptable), vous devez le demander explicitement dans les paramètres de l'interface (voir page 58). Ces deux zones doivent alors vérifier certaines contraintes (mais qui ne sont pas contrôlées par la procédure d'interface) :

- Si l'une des deux zones code ou date de lettrage est renseignée, les deux doivent l'être ;
- Le code lettrage doit être composé de 3 caractères alphanumériques (lettres ou chiffres uniquement);
- La date de lettrage, pour un lettrage donné identifié par un N° de compte et un code lettrage, doit être égale ou supérieure à la plus grande des dates comptables des écritures lettrées. S'il vous est difficile de renseigner cette date de lettrage de façon fiable, vous pouvez toujours indiquer la date comptable la plus grande parmi toutes les écritures importées lors de la reprise.
- Les lettrages partiels ne sont pas admis (date de lettrage à 99999999) ; en effet, des contraintes supplémentaires s'appliquent aux lettrages partiels, et il est quasiment impossible de les respecter via la procédure d'interface standard.

Si vous avez accepté des lettrages de la sorte, il est vivement conseillé de lancer la procédure de vérification de l'équilibre des lettrages une fois l'interface achevée (menu Outils/ Vérification de l'équilibre du lettrage).

Remarque 7 – Remplissage de la zone N° relance

Pour une écriture passée dans un compte autre qu'un compte client, cette zone doit être laissée à blanc.

Pour une écriture passée dans un compte client, vous pouvez indiquer ici le N° de relance de l'écriture, qui correspond normalement au nombre de fois que l'écriture a été relancée. Indiquez alors soit la valeur *blanc*, soit une valeur comprise entre 1 et 9 (en alphanumérique).

Remarque 8 – Remplissage de la zone Code nature de pièce

Ce code est facultatif. S'il est renseigné, la valeur indiquée doit exister dans la table des natures de pièces de LDCompta.

Pour un journal d'achats ou de ventes, il est bon de distinguer ainsi les factures et les avoirs (on indiquera alors F=Facture, ou A=Avoir).

Depuis la version 8, sachant que le code est composé désormais de 2 caractères, il peut s'avérer intéressant de distinguer également les factures de vente des factures d'achats. La codification proposée devient donc la suivante :

FC=Facture client

AC=Avoir client FF=Facture fournisseur AF=Avoir fournisseur

Remarque 9 – Remplissage de la zone Code trésorerie

Ce code est facultatif. S'il est renseigné, la valeur indiquée doit exister dans la table des codes trésorerie de LDCompta.

Remarque 10 – Remplissage des zones relatives à l'échéancier fournisseur

Quatre zones facultatives permettent de renseigner l'échéancier fournisseur au plus juste, dans le cas d'une interface pour des factures d'achats :

- ⇒ Bon à payer: vous pouvez indiquer ici la valeur du bon à payer à affecter à la facture: O=Oui, N=Non. Si cette zone n'est pas renseignée, le système initialisera l'échéancier en se basant sur la valeur par défaut indiquée dans la fiche du fournisseur concerné. Grâce à cette nouvelle zone, vous pouvez donc faire en sorte que les factures d'achats déclarées « en litige » dans votre gestion commerciale arrivent automatiquement avec le statut Bon à payer à Non dans la comptabilité, ce qui évitera un règlement intempestif.
- ⇒ Echéance escomptable : vous pouvez indiquer ici si la facture pourra être réglée avec escompte ou pas, O=Oui, N=Non. La valeur O=Oui ne sera admise que si la fiche du fournisseur concerné contient un code escompte renseigné, et qu'il s'agit bien d'un escompte de type « déduit lors du règlement ». Dans tous les autres cas, le système forcera la valeur à N=Non.

<u>Attention</u> : cette zone ne doit prendre la valeur O=Oui que dans le cas d'un escompte à déduire lors du règlement. Si la facture est déjà comptabilisée avec escompte, il ne faut pas renseigner cette zone, sans quoi on risque d'appliquer un escompte lors du règlement, sur un montant TTC déjà escompté lors de l'enregistrement de la facture.

Si cette zone n'est pas renseignée, le système initialise l'échéancier avec la valeur *Echéance escomptable = Non*.

- Mode de paiement: vous pouvez indiquer ici le mode de paiement choisi pour la facture, mode de paiement qui sera donc répercuté dans l'échéancier fournisseur. Si cette zone n'est pas renseignée, le système initialise l'échéancier avec le mode de paiement inscrit dans la fiche du fournisseur.
- Banque de paiement : vous pouvez indiquer ici la banque de paiement choisie pour la facture, banque de paiement qui sera donc répercutée dans l'échéancier fournisseur. Si cette zone n'est pas renseignée, le système initialise l'échéancier avec la banque de paiement inscrite dans la fiche du fournisseur.

Les trois zones Bon à payer, Echéance escomptable et Banque de paiement n'ont de sens que dans le cas d'un journal d'achats, journal pour lequel on aura sélectionné l'option Gestion échéancier fournisseurs dans les paramètres journaux, et à la condition que l'option Alimenter l'échéancier fournisseur ait également été sélectionnée dans les paramètres de l'interface.

La zone *Mode de paiement* peut également être renseignée dans le cas d'un journal des ventes. Le mode de paiement suivra ainsi la facture, dans le fichier des écritures comptables. Comme il est dit au paragraphe 7 de la documentation LDCompta Nouveautés Version 8, aucun support particulier n'est offert pour ce mode de paiement en dehors de la procédure

d'interface. Cette nouvelle zone a essentiellement été ajoutée pour faciliter le développement d'éventuelles procédures spécifiques nécessitant cette information, ou des évolutions futures. Nous vous conseillons cependant de renseigner dès aujourd'hui ce mode de paiement si vous en disposez en gestion commerciale.

Remarque 11 - Remplissage de la zone Texte libre pour un commentaire

La zone *TXTL*, apparue en version 8, permet d'ajouter un commentaire sur une écriture comptable.

Antérieurement à la version 11, un commentaire écriture ne pouvait être constitué que de 1 à 5 lignes de 25 caractères chacune. A partir de la version 11, un commentaire n'est plus limité ainsi ; c'est une simple zone de texte « libre », à longueur variable (non limitée si la base de données est HyperFile, limitée à 4906 caractères si la base de données est DB2 sur AS/400) et pouvant contenir un ou plusieurs caractères de retour ligne (*CR LF*).

Dans cette procédure d'interface, la longueur de ce commentaire est toutefois limitée à 512 caractères si vous utilisez le format à colonage fixe livré par défaut (fichier de description *IntCptW11.fdf*). En revanche, si vous utilisez le format *CSV* ou *XML*, il n'y a pas cette limitation à 512 caractères.

Sachez également que si vous voulez insérer des retours ligne au sein d'un commentaire écriture via cette procédure d'interface, il faut le faire en plaçant une chaine **<**RC**>** ou **{**RC**}**. Ces deux suites de caractères seront automatiquement remplacées par les deux caractères ASCII *CR LF* (*OD OA* en hexadécimal). En effet, on ne peut pas utiliser de caractères *Retour ligne* (*CR LF*) directement dans le fichier d'interface, chaque ligne de ce fichier représentant un et un seul enregistrement, et un enregistrement ne pouvant être constitué que d'une et une seule ligne.

<u>Complément d'information</u> : la façon dont est interprété le contenu de la zone *TXTL* dépend d'un nouveau mot-clé *TXTL* renseigné dans la section *FORMAT* :

- Si ce mot-clé n'est pas présent, ou si la valeur indiquée pour celui-ci est 5x25, la zone *TXTL* sera reprise en tant que commentaire écriture selon le même procédé que ce qui était fait antérieurement à la version 11 : seuls les 125 premiers caractères sont exploités ; ils sont découpés en 5 parties de 25 caractères ; on efface ensuite les espaces non significatifs en début et fin de chaque partie ; puis chaque partie contenant au moins un caractère est repris sur une ligne distincte du commentaire écriture.
- Sinon, ce mot-clé *TXTL* définit la longueur maximale exploitée en tant que commentaire écriture.

Dans les fichiers *IntCptV11.fdf*, *IntCptV11_CSV.fdf* et *IntCptV11_XML.fdf*, le mot-clé est renseigné ainsi : TXTL=512. On traite donc tout le contenu de la zone TXTL comme une seule zone de 512 caractères maximum, avec interprétation éventuelle des suites de caractères $\langle RC \rangle$ ou $\{RC\}$ comme des retours lignes. En revanche, dans les fichiers de description de format des versions antérieures, ce mot-clé n'est pas présent. Le contenu de la zone TXTL est alors traité comme si ce mot-clé était à la valeur 5x25.

Remarque 11 bis - Remplissage de la zone Texte libre pour identifier un lettrage

Nouveau en V11 : La zone *TXTL*, en plus de permettre l'ajout d'un commentaire à une écriture comme décrit précédemment, peut être utilisée pour demander un lettrage de l'écriture avec une ou plusieurs autres écritures. Ceci est décrit en détail ci-après.

La même zone *TXTL* étant utilisée tant pour un commentaire que pour un lettrage, il faut respecter une syntaxe précise pour demander un lettrage :

- Si les commentaires sont traités à la façon Version 10, c'est à dire avec le paramètre TXTL=5x25 ou non renseigné, les informations de lettrage doivent impérativement être inscrite à partir de la position 126 de la zone TXTL.
- Sinon, elles doivent être inscrites <u>au début</u> de la zone *TXTL*, avant un éventuel commentaire.

Dans les deux cas, les informations de lettrage commencent par la mention *LETTRAGE[* suivie de la liste des pièces à lettrer, liste qui doit se terminer par un caractère *]*. Le séparateur de liste est toujours un point-virgule.

Exemple : *LETTRAGE[F134;F1282;FF1283]Et à partir d'ici, c'est le commentaire classique*.

En bleu, ce sont les informations de lettrage, alors que ce qui figure en vert sera repris en tant que commentaire de l'écriture. Notez bien la présence des crochets ouvrants et fermants [] encadrant la liste des pièces à lettrer.

Dans la liste des pièces à lettrer, on doit indiquer pour chaque pièce à lettrer soit le N° de la pièce, soit la référence document. Il n'est pas nécessaire de compléter chaque N° de pièce ou référence document à 10 caractères, le système le faisant par lui-même. C'est la valeur du paramètre d'interface *Critère de lettrage des écritures au compte client*, qui détermine si les N° indiqués dans la liste sont interprétés en tant que N° de pièce ou Référence document. Il n'est pas possible de mixer les deux formules de lettrages possibles.

Pour réaliser lettrage demandé suite à la validation de l'écriture, le système balaye toutes les écritures correspondant aux N° de pièce ou références document à lettrer et au même compte que l'écriture courante venant d'être validée, en ne prenant que celles qui ne sont pas déjà lettrées (même partiellement) et qui ne sont pas sur un journal d'abonnement ou de situation (journaux qui ne sont pas lettrables). Si la somme des écritures ainsi sélectionnées est égale au montant de l'écriture courante, alors il y a effectivement lettrage. Sinon, le lettrage n'est pas effectué, mais aucune erreur ou anomalie n'est signalée.

<u>Remarque</u> : le lettrage n'est tenté qu'après validation de toutes les écritures figurant dans un même fichier d'interface. Il est ainsi possible d'envoyer dans un même fichier plusieurs factures et un règlement venant lettrer ces factures.

Remarque 12 – Remplissage de la zone Ecriture modifiable

La zone *ECRM*, apparue en version 9, permet d'intégrer une écriture dans LDCompta en interdisant toute mise à jour ultérieure de cette écriture par la suite dans LDCompta.

3 valeurs sont autorisées ici :

- ⇒ Blanc la valeur sera celle définie dans les paramètres journaux, pour le journal sur lequel la pièce est comptabilisée
- ⇒ L=Modification limitée
 Seules les données non comptables de l'écriture seront modifiable (libellé, date échéance...)
 ⇒ LModification interdite
- ⇒ I=Modification interdite
 L'écriture ne sera pas du tout modifiable dans LDCompta.

Notez que les limitations induites par le code indiqué dans l'interface ne peuvent que s'ajouter aux limitations déjà prévues par ailleurs dans LDCompta (mode de travail défini dans la Fiche Société, clôture mensuelle des journaux...).

Remarque 13 – Remplissage des zones Date et heure de création

Ces deux zones, apparues en version 9, permettent de renseigner la date et l'heure de création de l'écriture, date et heure qui seront portées sur l'écriture dans LDCompta, et à partir desquelles on peut faire des sélections dans la liste de contrôle des écritures (menu *Edition/Contrôle des écritures*). Lorsque ces zones ne sont pas renseignées, elles seront renseignées par la date et l'heure du moment où sont validées les écritures par la procédure d'interface. Il n'est donc pas utile de les renseigner en règle générale ; cela ne peut avoir d'intérêt véritable que dans le cadre d'une reprise des données, si cette information était connue dans la base de données comptable à partir de laquelle la reprise s'effectue.

2.8 - Description de l'enregistrement Règlements clients

Il est nécessaire de mettre à jour le fichier des règlements clients dans quatre cas :

- Si l'on souhaite enregistrer une (ou plusieurs) traites émises à l'acceptation pour une facture donnée ;
- Si l'on souhaite comptabiliser un règlement directement en portefeuille (Traite « directe »);
- Si l'on souhaite comptabiliser un règlement directement remis en banque (ou sur un journal de caisse), dans le cas d'une facturation de type comptoir par exemple ;
- Si l'on souhaite comptabiliser un règlement, mais sans déclencher pour autant tout le suivi des règlements clients (portefeuilles, bordereaux de remise...). Cela peut être le cas d'un journal de caisse par exemple, pour l'enregistrement des espèces.

Dans tous les cas évoqués ci-dessus, aucune écriture ne doit être générée dans le fichier des écritures à importer en phase 1 pour ce qui concerne le règlement. Ce n'est qu'en phase 2 que les règlements (hors traites émises à l'acceptation qui ne sont pas comptabilisées tant qu'elles ne sont pas acceptées) donneront lieu à génération d'une écriture entre le compte client et le compte de trésorerie.

Dès lors que vous avez besoin de comptabiliser des règlements clients, il est préférable d'utiliser ce format d'enregistrement \mathbf{R} , plutôt que de passer les écritures de règlements de façon classique, sous forme d'enregistrements de type \mathbf{E} . En effet, vous bénéficiez ainsi de toutes les options du suivi des règlements clients (gestion de portefeuilles, bordereaux de remise en banque), et surtout du lettrage automatique du compte client. De plus, la procédure d'interface effectue des contrôles plus ciblés, vous évitant ainsi des erreurs de comptabilisation.

ATTENTION :

- \Rightarrow Ne pas émettre de traite à l'acceptation pour un avoir (Ecriture au compte client au crédit)
- ⇒ De façon plus générale, un « règlement client » n'est accepté au débit que dans le dernier cas évoqué ci-dessus (correspondant à un code état 9=Comptabilisé sans suivi), ceci permettant la comptabilisation de remboursements clients effectués en espèces dans le cas d'une facturation de type comptoir.
- \Rightarrow Les règlements clients ne sont acceptés que dans la devise de référence.

Description de l'enregistrement de type R

Section du fichier de description : [REGLEMENTS]

Nom	Début	fin	Туре	Description	Commentaires
TYPE	1	1	1 C	Type d'enregistrement	R
JNAL	2	3	2 C	Code journal	
MOPM	4	5	2 C	Mode de paiement	
RACI	6	7	2 C	Racine compte collectif	Voir remarque 1
CPTG	8	15	8 C	Compte général	Voir remarque 1
CPTA	16	23	8 C	Compte auxiliaire	Voir remarque 1
CNAT	24	24	1 C	Code nature de tiers	Voir remarque 1
NPOF	25	34	10 T	N° de pièce	N° facture - Voir remarque 2
DATF	35	42	8 D	Date entrée portefeuille	Voir remarque 3
DATH	43	50	8 D	Date échéance	Voir remarque 3
MTDV	51	65	13,2 N	Montant	Voir remarque 4
CODV	66	68	3 C	Code devise ISO	Voir remarque 4
DOBQ	69	93	25 T	Domiciliation	Voir remarque 5
COBQ	94	98	5 T	Code banque RIB	Voir remarque 5
GUBQ	99	103	5 T	Code guichet RIB	Voir remarque 5
CPBQ	104	114	11 T	N° de compte RIB	Voir remarque 5
CLBQ	115	116	2 T	Code clé RIB	Voir remarque 5
REFT	117	126	10 T	Référence tiré	Voir remarque 5
CPLC	127	128	2 C	Code sur/hors place	Voir remarque 6
CETA	129	129	1 C	Code état évolutif	Voir remarque 7
NRGC	130	137	7,0 N	N° règlement	N° d'ordre 1 à N, voir remarque 8
BQAF	138	139	2 C	Code banque	Toujours à blanc, voir remarque 9
DATS	140	147	8 D	Date sortie portefeuille	Toujours à blanc, voir remarque 9
DATV	148	155	8 D	Date de valeur	Toujours à blanc, voir remarque 9
CREM	156	156	1 C	Code remise	Toujours à blanc, voir remarque 9
NBRB	157	163	6,0 N	N° bordereau remise	Toujours à zéro, voir remarque 9
CODC	164	164	1 C	Code débit-crédit (D,C)	A blanc, sauf remarque 7
REFD	165	174	10 A	Référence document	Voir remarque 2
LIBE	175	199	25 A	Libellé	Voir remarque 10
TXTL	200	711	512 A	Zone texte libre	Voir remarque 11

Remarque 1 - Remplissage des zones "N° de compte"

RACI	Racine compte collectif	A blanc (ou Code racine compte collectif)
CPTG	Compte général	N° du compte collectif
CPTA	Compte auxiliaire	N° du compte auxiliaire
CNAT	Code nature tiers	C si client,
		F si fournisseur

Si la zone RACI n'est pas renseignée (ce qui est conseillé), le système la déduira à partir du N° de compte collectif indiqué dans la zone CPTG (Paramètres *Comptes collectifs* de LDCompta). Si cette zone RACI est renseignée, le système contrôle que la valeur indiquée correspond effectivement au code racine associé dans LDCompta au N° de compte collectif indiqué dans la zone CPTG.

Remarque 2 - N° de pièce

Indiquez généralement le N° de la facture correspondante.

Si le paramètre d'interface *Critère de lettrage des écritures au compte client* est à la valeur N° *de pièce*, c'est grâce à ce N° de pièce qu'un lettrage automatique va être tenté lors de la comptabilisation de ce règlement, entre le règlement client d'une part, et l'ensemble des pièces non lettrées portant ce même N° dans le compte client mouvementé.

ATTENTION : en cas de numérotation automatique du journal de banque ou de portefeuille sur lequel va être comptabilisé le règlement, le N° de pièce inscrit dans le fichier *Historique comptable* (CPTHIS) sera le N° attribué en automatique par le système. Le N° de pièce d'origine sera placé dans la zone Référence document du fichier *Historique comptable*, sauf si cette zone a déjà été alimentée à partir de la zone Référence document renseignée dans le fichier d'interface CPTRGY.

La zone Référence document (REFD, apparue en version 8 dans l'enregistrement de type R) est facultative. Elle peut s'avérer très utile en cas de règlement correspondant à un relevé, et non pas à une facture client. On indiquera alors ici la référence du relevé. Combiné avec la nouvelle option permettant un lettrage basé sur la référence document plutôt que sur le N° de pièce, on peut ainsi provoquer un lettrage entre le règlement client et l'ensemble des factures portées sur le relevé. Il faudra pour cela procéder ainsi :

- → Les factures clients devront être comptabilisées avec la référence du relevé dans la zone Référence document (zone REFD de l'enregistrement de type E)
- → Le règlement client correspondant au relevé devra être comptabilisé avec la référence du relevé dans la zone Référence document (zone REFD de l'enregistrement de type R)
- → Dans les paramètres de l'interface, le Critère de lettrage des écritures au compte client devra être à la valeur Référence document.

Remarque 3 - Remplissage des zones Dates

Pour ce qui est de la date d'entrée en portefeuille,

- Pour un règlement émis à l'acceptation, il s'agit en fait de la date d'émission, c'est à dire en règle générale de la date de facture.
- Pour un règlement passé en portefeuille, il s'agit de la date d'entrée dans le portefeuille, qui correspondra à la date de comptabilisation du règlement.

Pour ce qui est de la date d'échéance, celle-ci est facultative ou obligatoire selon le mode de paiement, en fonction de ce qui a été défini dans les paramètres Codes paiement de LDCompta.

Remarque 4 - Remplissage des zones Montant et code devise

Premier cas : N	<u>1odule devise inactif</u>	
MTDV	Montant	Montant en devise de référence (implicite, car la devise de référence n'est pas définie si le module devise n'est pas actif)
CODV	Code devise ISO	A blanc
Deuxième cas	Module devise actif	
MTDV	Montant en devises	Montant en devise
CODV	Code devise ISO	Code devise
Troisième cas :	Module devise actif, écr	iture comptabilisée sans préciser la devise
MTDV	Montant	Montant en devise pivot d'interface
CODV	Code devise ISO	A blanc

Ce cas de figure est accepté par souci de compatibilité avec les versions antérieures, même s'il peut maintenant, du fait de l'introduction de l'Euro, être source d'erreur. En effet, le système va interpréter toutes les écritures de ce type comme étant dans la devise pivot d'interface. Il est préférable, dans la mesure de possible, de <u>se ramener</u> <u>au deuxième cas</u> en précisant la devise au niveau de chaque écriture, pour lever toute ambiguïté sur celle-ci.

Règles à respecter :

- ⇒ Le montant, qu'il soit en euros ou en devises, doit être strictement positif.
- ⇒ Le code devise (cas 2) ne peut prendre que deux valeurs : le code de la devise de référence, ou celui de la deuxième devise de paiement si celle-ci a été définie dans LDCompta.

Remarque 5 - Relevé d'identité bancaire

Ces informations sont facultatives pour une traite émise à l'acceptation, mais elles seront obligatoires lors de l'acceptation de la traite. Il est donc judicieux de les renseigner dès l'interface, si la domiciliation habituelle du client est connue.

Pour un règlement passé en portefeuille, cette domiciliation est obligatoire si le mode de paiement supporte une remise sur disquette (Traites). Cela sera vérifié ultérieurement en phase 2.

La zone référence tiré n'a d'intérêt que pour les règlements remis en banque sur disquette. Le plus simple est de renseigner systématiquement cette zone avec le N° de la facture réglée, ce qui est cohérent avec ce qui se fait dans la procédure d'édition des traites en gestion commerciale.

Remarque 6 - Code sur place-hors place

Cette information n'est à renseigner, facultativement, que pour les paiements de type chèque. Les valeurs possibles sont : HP Hors-place SP Sur place SC Sur caisse

Si cette valeur n'est pas fournie pour un paiement par chèque, la valeur par défaut définie dans les paramètres programmes de la saisie des règlements clients sera utilisée. Et si cette valeur par défaut n'est elle-même pas définie, c'est la valeur HP qui sera utilisée.

Remarque 7 - Code état évolutif

Pour un règlement émis à l'acceptation, indiquez A.

Pour les autres règlements, indiquez 1 (en portefeuille).

Pour ces deux états, le code journal indiqué dans la zone JNAL doit être un journal de portefeuille.

A partir de la version 8, deux nouveaux états sont supportés :

Etat 0=Remis en banque

Cet état permet de comptabiliser directement le règlement sur un journal de banque (ou plus souvent un journal de caisse), et non pas sur un journal de portefeuille. Le règlement fait dans ce cas l'objet du même suivi qu'un règlement saisi par la procédure classique de saisie des règlements clients. Le règlement est comptabilisé avec comme contrepartie soit le compte de banque, soit le compte transitoire associé au journal de banque concerné (s'il y a un compte transitoire pour le journal de banque concerné, et si l'option *Mouvementer compte transitoire* a été retenue pour le mode de paiement concerné). Le lettrage s'effectue dans les mêmes conditions qu'un règlement passé en l'état 1=En portefeuille.

On retrouve ensuite ces règlements sur un bordereau de remise en banque, sauf si l'option *Imprimer sur bordereau de remise* a été rejetée pour le mode de paiement concerné.

Attention : pour cet état *O*, on n'accepte que des règlements positifs : pas de « remboursement client » !

Pour les règlements inscrits dans cet état *O=Remis en banque*, il est possible de renseigner les deux zones CREM et DATV. La zone CREM indique le type de remise en banque pratiqué ; indiquez *1=Escompte* ou *2=Encaissement*. Dans la grande majorité des cas, c'est la valeur *2=Encaissement* qui doit être utilisée. Si cette zone CREM n'est pas renseignée pour un règlement porté à l'état 0, le système utilisera la valeur par défaut indiquée dans les paramètres de l'interface.

La date de valeur peut également être indiquée dans le cas des règlements à l'état 0, mais seulement si le journal de banque sur lequel le règlement est comptabilisé ne possède pas de compte transitoire. S'il y a un compte transitoire sur le journal de banque, c'est lors de la comptabilisation du bordereau de remise en banque que l'on pourra indiquer la date de valeur.

Etat 9=Comptabilisé sans suivi

Cet état doit être réservé à l'enregistrement des règlements pour lesquels on souhaite une comptabilisation et un lettrage, mais sans aucun suivi : pas de bordereau de remise en banque, pas de comptabilisation via le compte transitoire du journal de banque.

L'un des intérêts de cet état 9 est de permettre l'enregistrement de remboursements clients, c'est à dire de « règlements clients » <u>au débit</u> du compte client. Dans le cas d'une

interface avec une facturation de type « comptoir », on peut ainsi enregistrer les remboursements clients effectués en espèces. C'est le seul cas de figure où l'on renseignera la zone Code débit-crédit CODC dans un enregistrement de type R, et ce avec la valeur D=Débit. Dans tous les autres cas, cette zone ne sera pas renseignée, ou sera renseignée à la valeur C=Crédit.

Cet état *9=Comptabilisé sans suivi* devra principalement être utilisé dans le cas d'un journal de caisse, pour la manipulation d'espèces.

Pour ces deux nouveaux états 0 et 9, le code journal indiqué dans la zone JNAL doit être un journal de banque (ou journal de caisse, LDCompta ne faisant pas la différence), et non pas un journal de portefeuille.

Remarque 8 – Remplissage de la zone N° règlement

Il s'agit là d'un N° d'ordre qui n'a aucun sens en lui-même. Il permet simplement d'identifier de façon unique chaque règlement présent dans le fichier d'interface. Ce N° est facultatif.

Remarque 9 – Zones non renseignées

Les 3 zones BQAF, DATS, NBRB ne sont pas utilisées pour l'instant par la procédure d'interface. Elles doivent être laissées à blanc ou à zéro selon leur type.

Remarque 10 – Remplissage de la zone Libellé

La zone Libellé permet de donner le libellé exact souhaité pour l'écriture de comptabilisation du règlement client (comptabilisation implicite entre le compte client d'une part, et le compte de trésorerie d'autre part).

Cette zone est facultative. Si celle-ci n'est pas renseignée, un libellé « automatique » sera constitué, avec les mêmes règles que celles appliquées en saisie de règlement client : Libellé mode de paiement + Nom du client, ou Libellé mode de paiement uniquement, ou encore Libellé court mode de paiement + Nom du client.

Ce libellé doit essentiellement être renseigné dans le cas de règlements passé aux comptes « Clients divers », où le nom condensé du compte *Clients divers* n'est nullement significatif.

Remarque 11 – Remplissage de la zone Texte libre

La zone TXTL, nouvelle à partir de la version 8, est utilisée pour déclencher un lettrage de type 1 règlement, n factures.

Pour cela, il faut porter dans celle-ci la liste des N° de pièces ou référence document à lettrer en contrepartie du règlement client. Les N° de pièce ou référence document doivent être inscrits les uns à la suite des autres, avec un caractère séparateur « ; » pour délimiter les différents numéros de document. Il n'est pas nécessaire de compléter chaque N° de document à 10 caractères, le système le faisant par lui-même.

Exemple : F134;F1282;FF1283

Selon la valeur du paramètre d'interface *Critère de lettrage des écritures au compte client,* tous les N° indiqués ici sont interprétés par le système en tant que N° de pièce ou Référence document. Il n'y a en aucun cas possibilité de mixer les deux formules de lettrages possibles.

2.9 - Description de l'enregistrement Bon à payer

A partir de la version 10, révision 1.3 de cette procédure d'interface (Mai 2019), on peut intégrer les bons à payer des factures fournisseurs dans LDCompta via la procédure d'interface, indépendamment de la réception des factures par cette même procédure. On peut ainsi intégrer les factures fournisseurs dans un premier temps, puis les bons à payer de ces factures dans un second temps.

C'est l'objet de ce type d'enregistrement **B**.

Chaque enregistrement définit un bon à payer pour une facture (ou avoir) fournisseur. La pièce comptable concernée, identifiée par le N° de compte, le N° et la date de facture, doit être présente dans l'échéancier fournisseur et non déjà réglée.

Description de l'enregistrement de type B

Nom	Début	fin	Туре	Description	Commentaires
TYPE	1	1	1 C	Type d'enregistrement	В
CPTG	2	9	8 C	Compte général	Voir remarque 1
CPTA	10	17	8 C	Compte auxiliaire	Voir remarque 1
CNAT	18	18	1 C	Code nature tiers	Voir remarque 1
NFAC	19	28	10 C	Numéro facture	Voir remarque 2
DATF	29	36	8 D	Date facture	Voir remarque 2
MTDV	37	51	13,2 N	Montant en devises	Voir remarque 3
CODV	52	54	3 C	Code devise	Voir remarque 3
CODC	55	55	1 C	Code débit / crédit	Voir remarque 3
BONP	56	56	1 C	Bon à payer	Voir remarque 4
DATH	57	64	8 D	Date échéance	Voir remarque 5
MOPM	65	66	2 C	Mode de paiement	Voir remarque 5
BQAF	67	68	2 C	Code banque affectation	Voir remarque 5
ECES	69	69	1 C	Echéance escomptable	Voir remarque 5
DTHO	70	77	8 D	Date échéance origine	Voir remarque 3 bis

Section du fichier de description : [BONAPAYER]

Remarque 1 – Remplissage des zones N° de compte

Ш

faut distinguer 2 ca	s :	
Premier cas : Fa	cture dans un compte	général (peu fréquent)
CPTG	Compte général	N° du compte général
CPTA	Compte auxiliaire	A blanc
CNAT	Code nature tiers	A blanc
Deuxième cas :	Facture dans un compt	e auxiliaire
CPTG	Compte général	N° du compte collectif
CPTA	Compte auxiliaire	N° du compte auxiliaire
CNAT	Code nature tiers	C si client, F si fournisseur
		A si Autre auxiliaire

Remarque 2 – Remplissage des zones N° et date de facture

Ces deux zones sont obligatoires. Elles permettent d'identifier la facture recevant le bon à payer. Le système contrôle qu'il existe effectivement dans l'échéancier fournisseur une facture portant ce N°, à cette date, dans le compte identifié par les 3 zones précédentes.

Remarque 3 – Remplissage des zones Montant, code devise et code débit-crédit

Ces zones sont obligatoires, utilisées à titre de contrôle. Elles permettent de vérifier que la facture trouvée dans l'échéancier ait bien même montant, même devise et même sens débitcrédit que ceux indiqués dans cet enregistrement de type B (sauf cas du multi-échéances décrit ci-après).

Si le module devise n'est pas actif, le code devise doit être laissé à blanc. Si le module devise est actif et que ce code devise est non renseigné, le montant est considéré comme étant exprimé en devise de référence.

Remarque 3 bis – Remplissage de la date échéance d'origine (cas du multi-échéances)

Cette zone est facultative. Elle n'est utile que dans le cas assez rare où l'on gère des factures d'achat multi-échéances en amont de LDCompta, et que l'on souhaite envoyer les bons à payer distinctement échéance par échéance.

Cette date d'échéance d'origine peut alors être utilisée pour identifier la ou les échéances impactées par les informations portées par l'enregistrement de type *B*. On peut distinguer plusieurs cas de figure :

- Il n'existe qu'une seule échéance pour le compte fournisseur concerné, le N° et la date de facture indiqués, et le montant indiqué sur cette échéance est égal au montant indiqué sur l'enregistrement *B* (avec le même code devise si le module devises est actif). C'est cette échéance qui sera impactée par les informations portées par l'enregistrement *B* : *Bon à payer, Date d'échéance, Mode de paiement, Banque d'affectation* et *Echéance escomptable.* La date d'échéance d'origine est dans ce cas ignorée.
- Il existe plus d'une échéance pour le compte fournisseur concerné, le N° et la date de facture indiqués, et la somme des montants de ces échéances est égal au montant indiqué sur l'enregistrement *B*. Toutes ces échéances seront impactées par les informations portées par l'enregistrement *B*. La date d'échéance d'origine est là-encore ignorée.
- Il existe plus d'une échéance pour le compte fournisseur concerné, le N° et la date de facture indiqués, et la somme des montants de ces échéances diffère du montant indiqué sur l'enregistrement *B*. Seront impactées dans ce cas toutes les échéances ayant le montant indiqué sur l'enregistrement *B*, ayant la même date d'échéance d'origine si celle-ci est renseignée sur l'enregistrement *B* ou quelle que soit la date d'échéance sinon.

Tout ce qui n'entre pas dans un des cas ci-dessous provoquera une erreur bloquante :

- Aucune échéance trouvée pour le fournisseur, le N° et la date de facture en question.
- Une ou plusieurs échéances trouvées, mais aucune ne correspond au montant porté sur l'enregistrement *B*, et la somme des échéances trouvées ne correspond pas non plus au montant indiqué sur l'enregistrement *B*.
- Une ou plusieurs échéances trouvées avec le même montant que celui de l'enregistrement *B*, mais une date d'échéance d'origine est portée sur l'enregistrement *B* et aucune des échéances de la facture ayant le montant demandé ne correspond à cette échéance origine.

<u>Remarque importante</u> : dans toutes ces recherches d'échéance pour le fournisseur, le N° et la date de facture, on ne s'intéresse qu'aux échéances encore présentes dans l'échéancier, c'està-dire n'ayant pas déjà été payées. Attention donc si on envoie un enregistrement *B* avec le montant TTC global de la facture alors que la facture a été découpée en plusieurs échéances, et qu'une partie d'entre elles est déjà réglée. Dans ce cas de figure, l'enregistrement sera rejeté, son montant ne correspondant pas à la somme des échéances encore présentes dans l'échéancier. En clair, si on veut gérer le mode multi-échéances sur ces enregistrements *Bons à payer*, il est préférable d'envoyer un enregistrement *B* par échéance, en spécifiant chaque fois le montant de l'échéance et la date d'échéance d'origine.

Remarque 4 – Remplissage de la zone Bon à payer

Indiquer O pour Oui, ou N pour Non.

C'est la valeur O=Oui qui sera utilisée habituellement. La valeur N=Non permet simplement de corriger après coup un bon à payer donné par erreur. Notez cependant que si la facture a été déjà été réglée, la réception de ce bon à payer à la valeur N=Non sera rejetée.

Remarque 5 – Remplissage des autres zones

Les zones *Date d'échéance, Mode de paiement, Banque d'affectation* et *Echéance escomptable* sont facultatives. Elles permettent de modifier les valeurs déjà portées dans l'échéancier pour la facture en question.

Informations complémentaires :

- ⇒ Code banque affectation : vous pouvez indiquer ici la banque de paiement choisie pour régler cette facture, banque de paiement qui sera donc répercutée dans l'échéancier fournisseur.
- ⇒ Echéance escomptable : vous pouvez indiquer ici si la facture pourra être réglée avec escompte ou pas, O=Oui, N=Non. La valeur O=Oui ne sera admise que si la fiche du fournisseur concerné contient un code escompte renseigné, et qu'il s'agit bien d'un escompte de type « déduit lors du règlement ».

<u>Attention</u> : cette zone ne doit prendre la valeur *O*=*Oui* que dans le cas d'un escompte à déduire lors du règlement. Si la facture est déjà comptabilisée avec escompte, il ne faut pas renseigner cette zone, sans quoi on risque d'appliquer un escompte lors du règlement, sur un montant TTC déjà escompté lors de l'enregistrement de la facture.

2.10 - Description de l'enregistrement Documents GED

A partir de la version 10, on peut intégrer des documents GED dans LDCompta via la procédure d'interface. Ce peut être le cas par exemple pour un journal de ventes, où pour chaque facture, on aura un lien vers un document PDF correspondant à la facture émise en gestion commerciale.

C'est l'objet de ce type d'enregistrement **G**.

Chaque enregistrement définit un lien entre un document d'une part, identifié par un nom et un emplacement, et un tiers ou une pièce.

Description de l'enregistrement de type G

Section du fichier de description : [DOCUMENTSGED]

Nom	Début	fin	Туре	Description	Commentaires
TYPE	1	1	1 C	Type d'enregistrement	G
TCLG	2	2	1 C	Type de lien	C=Client, F=Fournisseur, P=Pièce
VCLG	3	27	25 C	Valeur du lien	Voir remarque 1
TDOC	28	52	25 C	Type de document	Voir remarque 2
SUJD	53	102	50 C	Sujet du document	Voir remarque 2
CHEM	103	358	256 C	Chemin complet	Voir remarque 3
OBSV	359	870	512 C	Observations	Voir remarque 4

Remarque 1 – Remplissage de la valeur du lien

Si le type de lien est *C*=*Clients* ou *F*=*Fournisseur*, la valeur du lien doit être le code du client ou du fournisseur auquel le document sera relié. Le tiers en question doit exister, ou doit être créé via un enregistrement de type *C*, *F*, ou *X* présent dans le même fichier d'interface.

Si le type de lien est P=Pièce, la valeur du lien doit être de la forme JJDDDDDDDDDNNNNNNNNN avec :

JJ = Journal de la pièce DDDDDDDD = date <u>comptable</u> de la pièce au format AAAAMMJJ $NNNNNNNN = N^{\circ}$ de pièce

Là aussi, la pièce doit exister dans le fichier des écritures comptables, ou dans le même fichier d'interface que celui contenant ce lien GED.

Remarque 2 - Remplissage du type et sujet du document

La zone *Type de document* est une zone « semi codifiée ». C'est le type qui est géré par une liste déroulante avec ajout automatique des nouvelles valeurs saisies lors de l'ajout d'un document GED par l'interface graphique. Ainsi, si la valeur spécifiée dans l'interface n'existe pas déjà dans les types de document déjà présents dans LDCompta, le nouveau type sera ajouté.

Si le type de document n'est pas renseigné dans le fichier d'interface, LDCompta lui attribue le type *Divers*.

La zone *Sujet du document* est en quelque sorte le titre de celui-ci. A défaut, si ce sujet n'est pas renseigné, LDCompta prendra le nom du document, sans le chemin et sans l'extension.

Remarque 3 – Remplissage du chemin du document

On indique ici le chemin complet permettant d'accéder au document : lettre disque, répertoires, nom et extension.

Lors de la validation de l'interface, les règles « habituelles » d'intégration d'un document GED vont s'appliquer, en fonction du paramétrage des chemins d'acquisition qui a été fait (menu *Fichier/Paramètres divers/Chemins d'acquisition (GED)*). Ainsi, selon le chemin d'origine, il y a 3 cas possibles :

- Le fichier d'origine est copié au sein de l'arborescence de documents GED propre à LDCompta. Il est référencé « en relatif » par rapport à la racine de cette arborescence, qui est en principe de la forme X:\Ldsystem\Fichiers\Compta\Documents. C'est le comportement par défaut.
- 2. Le fichier d'origine est déplacé au sein de l'arborescence de documents GED propre à LDCompta. Il est référencé « en relatif » comme dans le cas 1.
- 3. Aucune copie ou déplacement du fichier d'origine n'est faite. Le document est référencé au sein de LDCompta en relatif par rapport au dossier « parent » que l'on a identifié dans les chemins d'acquisition des documents GED.

Dans les cas 1 et 2, si un document du même nom existe déjà à l'emplacement GED « final », le document originel est systématiquement remplacé, sans demande de confirmation, par celui reçu par l'interface.

Remarque 4 – Remplissage de la zone Observations

Le texte donné ici se retrouvera dans le champ *Observations* de ce document GED une fois celui-ci intégré dans LDCompta.

Dans tous les cas, la zone *Observations* contiendra une première ligne *Interface n°166666*, où *166666* est le N° de l'interface par lequel le document GED a été intégré dans LDCompta.

3 - SPECIFICATIONS DETAILLEES POUR LA PHASE 2

Lancement de la procédure

La procédure d'interface se lance depuis le menu Outils/Interface avec autres applications.

La fenêtre de lancement permet de spécifier :

- Le nom et l'emplacement du fichier texte à importer
- Le nom et l'emplacement du fichier de description du format.

Le bouton *Editer Fichier* permet de visualiser et/ou modifier le contenu de ces deux fichiers, à l'aide du bloc-notes de Windows. Dans le cas du fichier d'interface, le bouton Editer fichier ouvre, depuis la version 9, une fenêtre d'édition « dédiée », pour la partie Ecritures seulement contenue dans le fichier. Si l'on souhaite ouvrir ce fichier par le bloc-notes Windows, il faut tenir la touche *Majuscule* enfoncée au moment du clic sur le bouton *Editer fichier*.

A partir de la version 10, on peut mémoriser plusieurs « configurations », sur le même principe que les configurations d'état que l'on trouve pour l'édition de l'échéancier fournisseur ou encore les balances et grands livres analytique. Une configuration correspondant ici à un nom et emplacement de fichier d'interface, couplé avec un format de fichier (format identifié lui par le nom et l'emplacement du fichier de description de format). Ainsi, si vous avez plusieurs « flux » d'interface en entrée de LDCompta, chaque flux utilisant un fichier différent, vous pouvez facilement basculer d'un flux à un autre sans avoir à re-sélectionner les fichiers par les boutons *Parcourir*.

De plus, vous pouvez choisir :

- Soit de ne demander que le contrôle des données reçues dans le fichier des écritures à importer
- Soit de demander ce contrôle, suivi de la validation immédiate si aucune erreur n'est détectée au cours du contrôle.

La case à cocher *Afficher les enregistrements* vous permet de voir défiler à l'écran les enregistrements au fur et à mesure de l'avancement des contrôles effectués.

<u>Attention</u> : cette option d'affichage est déconseillée si le fichier à importer est volumineux (plus de quelques centaines de lignes), car elle ralentit sensiblement le processus de contrôle.

Enfin, la case à cocher *Imprimer la liste de contrôle* vous permet de demander à ce qu'une liste de toutes les écritures et règlements contrôlés, et éventuellement validés, par l'interface soit imprimée en fin de traitement. Si cette option n'est pas cochée lors du lancement de l'interface, il est toujours possible, sur l'écran affiché en fin de traitement, de demander cette impression par le bouton *Imprimer*.

Cette liste présente notamment, en plus du détail des écritures et règlements validés, les nombres d'enregistrements traités et des totaux débit-crédit par devise, avec leurs contrevaleurs en devise de référence en cas de validation. Ces informations de totalisations sont également présentées dans le compte-rendu que l'on peut consulter en fin de traitement en cliquant sur le bouton *Compte-rendu*.

Définition des paramètres de l'interface

Lors du premier lancement de l'interface, il faut commencer par définir les paramètres de l'interface, en se plaçant sur l'onglet *Paramètres*. Une fois cette première interface exécutée, les paramètres sont enregistrés, et sont automatiquement réutilisés pour les interfaces suivantes. Ces paramètres sont décrits ci-après.

Onglet Paramètres

Contrôle de l'équilibre des journaux

Comme il a été dit plus haut, il est préférable d'avoir, journal par journal, un équilibre par pièce, et tout particulièrement dans le cadre d'une interface multi-devises. Cela étant, s'il ne vous est pas possible de comptabiliser des pièces toujours équilibrées (centralisation de certains comptes de TVA ou de ventes par exemple), il vous faut choisir entre :

Contrôler l'équilibre par journal et date Contrôler l'équilibre par journal et mois comptable.

L'un de ces deux équilibres est indispensable. En effet, une fois cet équilibre garanti (puisque contrôlé par la procédure d'interface), LDCompta peut ensuite, lors de la validation des écritures, gérer les équilibres dans la devise de référence.

A défaut d'équilibre par pièce, la formule *équilibre par journal et date* est préférable à la formule *équilibre par journal et mois*. Dans ce dernier cas, les écritures de différences d'arrondi nécessaires pour gérer les équilibres dans la devise de référence vont être passées par journal et mois, et seront donc difficile à justifier si cela s'avère nécessaire.

Pièces intégrées sur journaux à numérotation automatique

Dans le cas où l'on reçoit des écritures à comptabiliser sur un journal pour lequel on a demandé une numérotation automatique dans LDCompta, on peut opter ici :

Rejeter toutes les pièces sur ces journaux Accepter en conservant le N° reçu Accepter avec renumérotation automatique des pièces

<u>Attention</u> : dans la phase de contrôle des écritures, pour les journaux à numérotation automatique, le système contrôle l'équilibre par pièce (rupture sur les Code devise, Journal, Date, N° de pièce), de la même façon que pour un journal à numérotation manuelle pour lequel on aurait demandé l'équilibre par pièce. Il faut donc impérativement avoir renseigné des N° de pièce, même si ceux-ci vont être remplacés dans la phase de validation.

Dans la phase de validation, si on a choisi l'option *Accepter avec renumérotation automatique*, en rupture par pièce (une pièce étant identifiée par un quadruplet (code devise, code journal, date, N° de pièce)), le système attribue un nouveau N° de pièce, selon la règle de numérotation automatique du journal concerné. Ce N° remplace celui qui avait été donné dans le fichier d'interface, ce dernier N° étant placé dans la zone *Référence document* si cette zone est non renseignée. Dans le cas contraire, ce N° est perdu ; pour en garder une trace, il faut l'avoir indiqué également dans le libellé de l'écriture.

Accepter les écritures lettrées

Par défaut, les lettrages ne sont pas acceptés par la procédure d'interface, car celle-ci n'est pas en mesure de contrôler parfaitement la cohérence de ceux-ci. Si vous souhaitez tout de

même importer des écritures lettrées (notamment dans le cadre d'une reprise d'écritures provenant d'un autre logiciel comptable), sélectionnez cette option. Il est vivement conseillé alors de lancer la procédure de vérification de l'équilibre des lettrages une fois l'interface achevée (*Outils/Vérification des données/Vérification de l'équilibre du lettrage*).

Alimentation de l'échéancier fournisseur

Par défaut, il y a alimentation automatique de l'échéancier fournisseur lors de la validation d'une écriture :

- passée sur un compte fournisseur
- passée sur un journal d'achat pour lequel l'alimentation de l'échéancier a été demandée.

Il y a alors création d'une échéance par écriture vérifiant ces deux critères. L'échéance est créée pour le tiers donné, en exploitant les données de la fiche du tiers pour ce qui est du mode de paiement, de la banque de paiement et du fournisseur à payer (ces deux dernières données ne sont gérées que dans le cas d'un fournisseur; pour un client, elles sont initialisées à blanc).

Si vous ne sélectionnez pas cette option, l'échéancier fournisseur ne sera pas alimenté par la procédure d'interface.

Critère de lettrage des écritures au compte client

Ce paramètre définit, pour le lettrage qui intervient suite à la comptabilisation d'un règlement client, le critère de rapprochement utilisé entre le règlement client d'une part, et les factures à lettrer avec ce règlement d'autre part. Ce paramètre peut prendre deux valeurs :

- ⇒ N° de pièce : le lettrage sera tenté en rapprochant le N° de pièce du règlement client (zone NPIE de l'enregistrement de type R) avec les N° de pièces des écritures inscrites dans l'historique comptable (zone NPIEHI du fichier CPTHIS). En cas de lettrage « multiple » (utilisation de la zone TXTL de l'enregistrement de type R pour donner une liste de N° de factures à lettrer), tous les N° indiqués dans cette liste sont interprétés comme étant des N° de pièce.
- ⇒ Référence document: le lettrage sera tenté en rapprochant la référence document du règlement client (zone REFD de l'enregistrement de type R) avec les références document des écritures inscrites dans l'historique comptable (zone REFDHI du fichier CPTHIS). En cas de lettrage « multiple » (utilisation de la zone TXTL de l'enregistrement de type R pour donner une liste de N° de factures à lettrer), tous les N° indiqués dans cette liste sont interprétés comme étant des références document.

Le lettrage partiel n'est pas géré. Un lettrage « complet » est effectué si et seulement si le montant du règlement est égal à la somme de toutes les écritures trouvées dans le compte client concerné, non déjà lettrées (les écritures lettrées partiellement sont ignorées), correspondant au(x) N° de document (N° de pièce ou Référence) porté sur le règlement client, ou dans la liste des numéros de documents à lettrer (zone TXTL).

Codification des remises clients

Ce nouveau paramètre en version 8 définit, dans le cas de la comptabilisation de règlements clients directement sur un journal de banque, le type de remise à réaliser : *Escompte* ou *Encaissement*. La valeur par défaut conseillée est *Encaissement*.

La valeur indiquée ici n'est utilisée que dans le cas des règlements inscrits à l'état 0=Remis en banque, et si la zone CREM n'a pas été renseignée pour le règlement dans ce même fichier.

Onglet Analytique

Ces paramètres permettent de compléter la ventilation analytique, pour les écritures de comptabilité générale mouvementant un compte supportant une ventilation analytique, avec une valeur qui peut provenir soit du plan comptable pour le compte général concerné, soit directement des paramètres de l'interface.

On peut également procéder au remplacement systématique d'une valeur particulière portée dans le fichier d'interface pour le code section (axe 1), le code affaire (axe 2) ou le code destination (axe 3), valeur à remplacer définie sur cet onglet, par une valeur provenant là aussi soit du plan comptable, soit de la valeur de remplacement définie sur ce même onglet.

Ces paramètres sont proposés en trois groupes, un pour chaque axe analytique. Ces trois groupes fonctionnent de façon indépendante. On peut ainsi par exemple conserver le fonctionnement ordinaire pour le code section (axe 1), et compléter seulement le code affaire (axe 2) s'il est manquant dans le fichier d'interface. Pour chaque groupe, on trouve les éléments suivants.

Valeur à remplacer

Si une valeur est renseignée, toutes les écritures présentant cette valeur (dans le code de l'axe considéré) seront gérées comme si la zone correspondante de l'écriture était à blanc. Cela permet de « forcer » le remplacement d'une valeur particulière renseignée en amont, cette valeur signifiant donc « prendre la valeur par défaut de LDCompta ».

Utiliser la valeur définie dans le plan comptable

Si cette option est sélectionnée, pour toutes les écritures nécessitant une ventilation analytique de par la classe du compte mouvementé ou la classe de comptes analytiques des axes précédents, et pour lesquelles le code analytique de l'axe considéré n'est pas renseigné ou est égal à la valeur à remplacer spécifiée à l'invite précédente, le code de cet axe sera extrait du plan comptable, pour le compte général concerné.

Remarque : si aucune valeur n'est spécifiée dans le plan comptable pour le compte concerné, la valeur de départ reste inchangée de par cette règle ; ainsi, la valeur à remplacer n'est pas effacée dans ce cas ! Sauf si la règle décrite ci-après s'applique aussi.

A défaut, utiliser cette valeur (valeur de remplacement)

Si cette option est sélectionnée, pour toutes les écritures nécessitant une ventilation analytique de par la classe du compte mouvementé ou la classe de comptes analytiques des axes précédents, et pour lesquelles le code analytique de l'axe considéré n'est pas renseigné ou est égal à la valeur à remplacer spécifiée à l'invite précédente, le code de cet axe sera initialisé avec la valeur de remplacement spécifiée à cette invite.

Dans le cas où les deux règles de remplacement sont activées, le remplacement par la valeur spécifiée dans le plan comptable est prioritaire ; la valeur de remplacement spécifiée ici ne s'appliquera alors que si rien n'a pu être extrait du plan comptable pour le compte général mouvementé par l'écriture.

Onglet Devises

Devise pivot d'interface

C'est la devise par défaut utilisée par la procédure d'interface. Si vous avez activé le module Devises, toute écriture reçue par la procédure d'interface et n'ayant pas de code devise explicite (code devise non renseigné) sera comptabilisée dans cette devise pivot d'interface. Cette devise doit normalement être égale à la devise de référence utilisée par les applications en amont de LDCompta. Cette zone ne s'affiche que si le module Devises a été activé. Cette devise pivot peut être soit la devise de référence définie dans LDCompta, soit toute devise *in* si la devise de référence de LDCompta est elle-même *in*.

Devise pivot

C'est la devise par rapport à laquelle les cours de toutes les autres devises **out** sont exprimés lorsqu'on alimente le fichier d'interface. Cette zone ne s'affiche que si le module Devises a été activé. Cette devise pivot peut être soit la devise de référence définie dans LDCompta, soit l'Euro. Par défaut, cette devise pivot est prise égale à la devise pivot choisie dans LDCompta lors de l'activation du module Devises.

Type de cotation des devises

C'est le sens dans lequel on définit le cours des devises out dans le fichier d'interface. Deux valeurs sont possibles, décrites par les exemples ci-dessous (en supposant que la devise pivot est l'Euro) :

- → Si la cotation est du type 1=Devise/pivot, on exprime le cours d'une devise out tel le dollar sous la forme : un Dollar = 1,0671431 Euro, soit un cours de 1,0671431.
- → Si la cotation est du type 2=Pivot/devise, on exprime le cours d'une devise out tel le dollar sous la forme : un Euro = 0,9370814 Dollar, soit un cours de 0,9370814 (qui est en fait l'inverse de 1,0671431).

Cette zone ne s'affiche que si le module Devises a été activé. Par défaut, ce type de cotation est identique à celui choisi dans LDCompta lors de l'activation du module Devises.

<u>Remarque</u>: Si la devise pivot ou le type de cotation indiqués ici sont différents de ceux choisis lors de l'activation du module Devises dans LDCompta, le cours indiqué dans le fichier d'interface sera automatiquement converti lors de l'intégration dans LDCompta, de façon à ce que le cours indiqué en regard de l'écriture une fois comptabilisée soit bien exprimé dans le système de cotation retenu pour LDCompta, et non plus dans le système de cotation défini pour le fichier d'interface choisi ici.

<u>Attention</u> : les trois paramètres définis ne peuvent être modifiés facilement à chaque interface. Cela implique que tous les systèmes d'information situés en amont de LDCompta utilisent la même devise par défaut, et le même système de cotation pour les devises out. Si tel n'est pas le cas, il faudra modifier ces paramètres avant chaque interface, soit manuellement (F13=Paramètres sur l'écran de lancement de l'interface), soit le faire par programmation (modification du paramètre programme *CPSIAA*). Il faudra aussi s'assurer que l'on ne mélange pas dans le fichier texte en entrée pour une même interface des écritures provenant de systèmes d'informations utilisant des systèmes de cotation différents.

Accepter deux montants (devise et devise pivot)

Cette invite n'apparaît que si le mode Devise a été activé. Par défaut, un seul montant doit être indiqué par écriture : soit le montant en devise accompagné du code de la devise, soit un montant en devise pivot. Si l'on souhaite, notamment dans le cadre d'une reprise d'écritures provenant d'un autre logiciel comptable, indiquer les deux montants, il faut indiquer O=Oui à cette invite. On se trouve alors dans le quatrième cas défini en page 39. Il faut alors renseigner également le paramètre décrit ci-après.

Contrôle de cohérence des écritures ayant deux montants

Cette invite n'a de sens que si l'on accepte les écritures ayant deux montants. Si cette option n'est pas demandée, aucun contrôle de cohérence n'est effectué sur les zones Montant en devise et Cours devise; ces deux zones sont traitées comme de simples libellés. Si l'on coche cette option, différents contrôles de cohérence seront effectués sur ces écritures :

Pour les devises **out**, si le cours devise est renseigné, il doit être dans l'intervalle (Cours plancher, Cours plafond) défini dans la table des devises de LDCompta. <u>Remarque</u> : si le système de cotation des devises out choisi pour l'interface est différent du système de cotation utilisé en interne par LDCompta, les cours plancher et plafond définis dans la table des devises sont au préalable convertis dans le système de cotation utilisé par la procédure d'interface, de façon à ce que l'on compare des cours exprimés tous dans un même « référentiel ».

Si le cours devise n'est pas renseigné, le système utilise en lieu et place de TXDVHI le cours défini dans la table des devises. Il y a ensuite un contrôle de cohérence entre les trois zones :

Conversion en devise de référence de MTDVHI au cours TXDVHI

doit être égal à MONTHI à \pm 0.10

Pour les devises *in*, le cours devise est ignoré. Il y a un contrôle de cohérence entre les deux zones :

MTDV / ContrevaleurDeviseEnEuro * ContrevaleurDevisePivotEnEuro = MONT ± 0.10

Première étape : Contrôle des données en entrée

L'ordinateur va effectuer tous les contrôles de cohérence sur les données portées dans le ficher texte, afin de s'assurer que l'intégration de ces données ne mettra pas en cause l'intégrité de la base de données comptable.

En cas de détection d'erreur, plusieurs cas de figure peuvent se présenter :

- Si l'erreur détectée peut être corrigée simplement (compte comptable inexistant par exemple), une fenêtre d'avertissement s'affiche, et il est possible de corriger directement à la volée, soit en modifiant la valeur erronée, soit en créant la nouvelle valeur dans la table correspondante (création du compte dans le plan comptable par exemple), puis en validant par le bouton *Modifier*;
- Si l'erreur détectée ne peut être corrigée simplement, ou si vous ne souhaitez pas corriger directement une erreur qui aurait pu l'être, deux choix sont encore possibles :
 - Soit d'abandonner purement et simplement la procédure d'interface par le bouton *Annuler*,
 - Soit ignorer cette erreur et de poursuivre le contrôle plus avant, en appuyant sur le bouton *Ignorer*. Dans ce cas, et même si vous allez au terme du fichier texte à contrôler en ignorant toutes les erreurs rencontrées, la validation en comptabilité ne sera pas lancée.
 - Soit ignorer cette erreur et toutes celles qui suivent du même type : il suffit pour cela de cocher l'option *Ignorer toutes les autres erreurs de ce type* dans la fenêtre d'affichage d'une erreur ou anomalie. On peut ainsi poursuivre le traitement de contrôle, à la recherche d'autres types d'erreurs ou anomalies, sans être perturbé par une erreur ou anomalie qui serait présente un grand nombre de fois dans le fichier d'interface.
 - Soit ignorer cette erreur ainsi que toutes celles qui suivent éventuellement, en appuyant sur le bouton *Ignorer tout*. L'étape de contrôle est alors menée à son terme, mais sans qu'une fenêtre vous soit proposée pour chaque erreur rencontrée. La liste des erreurs rencontrées pourra ainsi être consultée en final, soit par le bouton *Compte-rendu*, soit par le bouton *Imprimer*. Là aussi, la validation en comptabilité ne sera pas lancée.

En fin de traitement du fichier à importer, il est toujours possible de visualiser et/ou d'imprimer le récapitulatif du traitement effectué, comprenant entre autres la liste des erreurs rencontrées.

Deux formes sont offertes :

- Soit un fichier texte de compte-rendu d'exécution de la procédure (fichier consultable et imprimable à l'aide du bloc-notes de Windows), que l'on peut ouvrir en cliquant sur le bouton *Compte-rendu*.
- Soit une liste de contrôle complète, que l'on peut imprimer en cliquant sur le bouton *Imprimer* ou consulter à l'écran (utiliser alors le bouton *Aperçu* dans la fenêtre obtenue par le bouton *Imprimer*.

De la même façon, le compte-rendu de la dernière exécution de la procédure d'interface peut toujours être visualisé et/ou imprimé par le bouton *Compte-rendu* disponible dans la fenêtre de lancement de la procédure.

Les erreurs qui ont été signalées devront obligatoirement être corrigées par l'un des moyens suivants :

- soit une nouvelle génération du fichier texte à importer, en retournant dans l'applicatif en amont qui a généré ce fichier, et en modifiant les paramètres à l'origine de l'erreur (tables de ventilation comptable par exemple);
- soit en modifiant directement le fichier à importer, en utilisant le bouton *Editer fichier* disponible dans la fenêtre de lancement de la procédure ;
- soit en modifiant des codifications ou paramètres en comptabilité (Modification des paramètres journaux par exemple).

Une fois la correction effectuée, il faut relancer la procédure d'interface.

Deuxième étape : Mise à jour en comptabilité

Cette étape est déclenchée automatiquement suite à l'étape précédente, si aucune erreur n'a été détectée.

A partir du fichier texte importé, il y a alimentation des fichiers :

- ⇒ Pour les enregistrements de type C, fichier clients CPTCLI et éventuellement fichier des représentants CPTVRP ;
- ⇒ Pour les enregistrements de type **F**, fichier fournisseurs CPTFCO ;
- ⇒ Pour les enregistrements de type E, fichier historique comptable CPTHIS et éventuellement CPAHIS pour la ventilation analytique, avec attribution du N° d'écriture définitif dans CPTHIS. On génère également les écritures de centralisation à ce stade.
- ⇒ Pour les enregistrements de type **A**, fichier historique analytique CPAHIS ;
- \Rightarrow Pour les enregistrements de type **R**, fichier des règlements clients CPTRGC.

Pour chaque règlement (sauf pour les règlements passés à l'état A=Traite émise à *l'acceptation*), il y a également passation d'une écriture *Crédit* au compte client, et d'une écriture *Débit* au compte de portefeuille, le tout dans le fichier CPTHIS, avec création ou mise à jour des écritures de centralisation correspondantes. On enregistre également dans le fichier CPTNER le lien entre le N° d'écriture passé au compte client et le N° de règlement correspondant.

Suite à la comptabilisation de chaque règlement, l'ordinateur tente un lettrage automatique du compte de tiers mouvementé, en exploitant les données de lettrage fournies : N° de pièce ou référence document selon le critère de lettrage défini dans les paramètres de l'interface.

Pour les règlements passés à l'acceptation, aucune comptabilisation ne se fait. Le règlement se retrouvera simplement dans la gestion des traites à l'acceptation. La comptabilisation se fera ultérieurement, lors de la saisie du retour d'acceptation, dans cette procédure de gestion des traites à l'acceptation.

- ⇒ Pour les enregistrements de type B, mise à jour du bon à payer dans le fichier des règlements fournisseurs CPTRGF (échéancier fournisseurs).
- Pour les enregistrements de type G, intégration du document dans la GED s'il n'est pas déjà présent et création du lien GED demandé.

Une fois cette opération de validation terminée, le fichier texte ayant été importé est <u>renommé</u>, de façon à éviter qu'il ne soit validé une deuxième fois par erreur. On conserve toujours les 3 derniers fichiers ayant été intégrés avec succès, sous le même nom et au

même emplacement que le fichier d'origine, seule l'extension (les 3 caractères de fin du nom, situés après le point) distinguant ces fichiers « d'archives » :

- .SV1 pour le dernier fichier intégré
- .SV2 pour l'avant-dernier fichier intégré
- .SV3 pour l'avant avant-dernier fichier intégré.

Annexe 1 - Exemple de fichier au format TXT

Nous donnons ici à titre d'exemple 4 enregistrements de type E, correspondant à une facture client.



Positions 1 à 82 de l'enregistrement

Positions 83 à 162 de l'enregistrement



Positions 163 à 195 de l'enregistrement



Annexe 2 - Exemple de fichier au format CSV

Il s'agit du même exemple que ci-dessus ; 4 enregistrements de type E, correspondant à une facture client. Le séparateur de colonne utilisé ici est le point virgule, car il est plus facile à lire qu'un caractère Tabulation. Notez toutefois qu'il est préférable d'utiliser le séparateur Tabulation, qui présente moins de risque d'être rencontré dans des champs « libellé écriture » ou « adresse tiers ».

Pour faciliter la lecture ci-dessous, et compte tenu que les données ne sont plus alignées d'une ligne à l'autre, les différentes zones de l'enregistrement sont mises en évidence ci-après avec des couleurs particulières.

Pour simplifier cet exemple, les enregistrements ci-dessous ne comportent pas les colonnes au-delà de la colonne « Nature de tiers ». De plus, le retour à la ligne sur le premier enregistrement n'apparaît ici que pour des raisons de mise en page ; ce retour ligne n'existe pas dans le fichier présenté en entrée de LDCompta.

```
E;VE;1;3390;19971029;AEO SISE S.A.;19980115;FC;41;1720.36;D;411000;19971029;;;
00601;C
E;VE;2;3390;19971029;AEO SISE S.A.;;FC;;293.86;C;445710;19971029;;;;
E;VE;3;3390;19971029;AEO SISE S.A.;;FC;;1.50;C;707100;19971029;;;;
E;VE;4;3390;19971029;AEO SISE S.A.;;FC;;1425.00;C;707000;19971029;;;;
```

Ordre des colonnes et couleurs correspondantes

Type d'enregistrement Code journal N° d'écriture N° de pièce Date de pièce Libellé Date d'échéance Nature de pièce Racine compte collectif Montant Sens débit-crédit Compte général Date écriture Code lettrage (jamais renseigné dans l'exemple ci-dessus) Date lettrage (jamais renseigné dans l'exemple ci-dessus) Compte de tiers Nature de tiers

Annexe 3 - Exemple de fichier au format XML

Il s'agit du même exemple que ci-dessus ; 4 enregistrements de type E, correspondant à une facture client. Pour simplifier, les zones comprises entre libellé écriture et le N° de compte général ont été omises ci-dessous (remplacées par ...). Pour faciliter la lecture du fichier, on a choisi de présenter une balise XML par ligne. Mais cela n'a rien d'obligatoire !

Dans cet exemple, on voit que les données qui ne sont pas nécessaires, comme le code et la date de lettrage, peuvent tout simplement être omises. Pour les zones N° de tiers et Nature de tiers, on voit qu'elles sont renseignées sur la première écriture, et non renseignées sur les 3 autres écritures. Ici, on a fait le choix de renseigner les balises sans valeur associée (Exemple : <<pre>ccpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta></cpta>

```
<?xml version="1.0" encoding="ISO-8859-1" standalone="yes" ?>
<INTERFACE>
<ECRITURE>
       <JNAL>VE</JNAL>
       <CLOT>E</CLOT>
       <NECR>1</NECR>
       <NPIE>3390</NPIE>
       <DATP>19971029</DATP>
       <LIBE>AEO SISE S.A.</LIBE>
       <CPTG>411000</CPTG>
       <DATE>19971029</DATE>
       <CPTA>00601</CPTA>
       <CNAT>C</CNAT>
</ECRITURE>
<ECRITURE>
       <JNAL>VE</JNAL>
       <CLOT>E</CLOT>
       <NECR>2</NECR>
       <NPIE>3390</NPIE>
       <DATP>19971029</DATP>
       <LIBE>AEO SISE S.A.</LIBE>
       <CPTG>445710</CPTG>
       <DATE>19971029</DATE>
       <CPTA></CPTA>
       <CNAT></CNAT>
</ECRITURE>
<FCRITURE>
       <JNAL>VE</JNAL>
       <CLOT>E</CLOT>
       <NECR>1</NECR>
       <NPIE>3390</NPIE>
       <DATP>19971029</DATP>
       <LIBE>AEO SISE S.A.</LIBE>
       <CPTG>707100</CPTG>
       <DATE>19971029</DATE>
       <CPTA></CPTA>
       <CNAT></CNAT>
</ECRITURE>
<ECRITURE>
       <JNAL>VE</JNAL>
       <CLOT>E</CLOT>
       <NECR>1</NECR>
       <NPIE>3390</NPIE>
       <DATP>19971029</DATP>
       <LIBE>AEO SISE S.A.</LIBE>
       <CPTG>707000</CPTG>
       <DATE>19971029</DATE>
       <CPTA></CPTA>
       <CNAT></CNAT>
</FCRITURE>
</INTERFACE>
```